

BARCELONE - MAI '37

FASCISME ET ANTIFASCISME CONTRE LE PROLETARIAT

(Nouvelle édition 1991)

PRESENTATION

Comme si elle cherchait dans le passé le moyen d'exorciser le spectre plus actuel que jamais de la Révolution, la bourgeoisie s'est livrée à l'occasion du cinquantième "anniversaire" des événements d'Espagne de 1936-37 - de même qu'en d'autres commémorations de défaites prolétariennes - à un grand battage médiatique. Il en ressort une peur rétrospective qu'elle ne manque pas de crier à l'usage des prolétaires qui luttent aujourd'hui : "Plus jamais ça!" Et d'appeler dans un premier temps à la réconciliation des frères ennemis d'hier : fascistes et antifascistes sont invités (quand ce n'est pas déjà fait) à se serrer la main. Geste d'autant plus facile qu'à la vérité leur oeuvre fut complémentaire : l'écrasement tant idéologique que physique du prolétariat d'Espagne en prélude à la seconde boucherie impérialiste mondiale. C'est pourquoi aujourd'hui que le prolétariat émerge lentement des ténèbres de la contre-révolution il importe à la bourgeoisie, plus que d'épuiser ses anciennes querelles, d'imposer une vision unitaire, totalitaire des années trente : en définitive, faire adhérer à tout prix le prolétariat aux célébrations macabres, l'enchaîner à l'histoire de ses exploiters pour qu'il ne resurgisse pas Prométhéen, déchaîné cette fois!

L'abondance de conférences, de témoignages, de souvenirs, d'évocations épiques a bien pour fonction de déposséder le prolétariat de sa mémoire de classe, c'est-à-dire entretenir l'obscurité sur la réelle signification des événements d'Espagne de notre point de vue de classe irréductiblement opposé à toutes les interprétations historicistes qu'en donnent les "spécialistes" bourgeois dont la plus essentielle serait la partition entre les camps fasciste et antifasciste jusqu'aux considérations bêtardes sur l'absurdité de toutes les guerres.

Une commune représentation de l'horreur, du "martyre" doit faire perdre de vue au prolétariat qu'il ne s'est pas battu pour la révolution mais, de ne s'être maintenu sur son terrain de classe, a été impitoyablement massacré pour les intérêts de l'ennemi capitaliste. L'autre leçon subsidiaire qu'instille l'historiographie bourgeoise parmi les prolétaires c'est qu'il en coûte toujours de combattre ; misère, souffrance et défaite seraient les corollaires nécessaires de la lutte. La fatalité est la putain des historiens.

Aussi se réapproprier notre mémoire de classe c'est reconnaître les moments les plus radicaux de lutte du prolétariat, s'affrontant à tous les secteurs de la contre-révolution, brisant les polarisations apparentes pour imposer la véritable polarisation : prolétariat contre bourgeoisie. Tel est le sens que prend pour nous l'évocation des journées de mai 37 à Barcelone. En effet, si en juillet 36 le prolétariat, quasiment à poings nus mais pourvu de son arme sociale décisive (l'intransigeance de sa lutte) brise net le soulèvement franquiste au point de poser la question de la prise de pouvoir révolutionnaire (destruction de l'Etat bourgeois), il

a à cette époque beaucoup trop d' "amis" qui le perdront d'autant plus sûrement que, ne s'étant pas donné une direction révolutionnaire (c'est-à-dire un parti cristallisant son programme d'émancipation, capable d'orienter le cours de l'affrontement), il se laissera détourner assez facilement de sa lutte intransigeante contre tous les partis de la bourgeoisie pour périr au nom de la République.

Les anarchistes de la CNT-FAI, le POUM, les trotskistes, les staliniens, chacun avec leurs propres arguties, vont liquider la tentative de guerre sociale révolutionnaire exprimée le 19 juillet 36 par sa transformation en guerre impérialiste et l'intégration du prolétariat dans les camps fasciste et antifasciste.

Mai 37 signifie l'achèvement de la reprise en main du prolétariat par la contre-révolution et la riposte des ouvriers de Barcelone à l'attaque stalinienne contre le Central Téléphonique est d'autant plus radicale que les camps sont à ce moment clairement délimités. Ce sont en effet les barricades dans les rues qui tracent la frontière de classe. Les amis de la veille ont jeté le masque et chez tous apparaît, sans plus de distinction, le même visage hideux de la contre-révolution.

Pourtant, malgré la combativité exemplaire des ouvriers contre toute cette racaille, l'issue sera favorable à celle-ci. Encore une fois, et c'est une des leçons les plus tragiques qu'il faut retirer, sans direction, sans mot d'ordre, les prolétaires de Barcelone seront incapables de s'imposer alors qu'à la différence de juillet, ils disposent de la supériorité militaire. Acceptant les implorations à l'apaisement des chefs anarchistes (Garcia Oliver, Federica Montseny), abandonnant leurs positions (tandis qu'il contrôlaient la ville), déboussolés, ils ne pourront empêcher la terreur capitaliste de se donner libre cours. C'est en vomissant leurs obscénités (parlant de "provocateurs" et - ce qui est plus vrai - d' "incontrôlés") que staliniens, anarchistes, socialistes, séparatistes catalans vont pourchasser durant les semaines suivantes les derniers militants révolutionnaires qui se sont dressés contre l'Union sacrée antifasciste.

Mai 37 a été le chant du cygne du prolétariat d'Espagne. Battu, il est définitivement écrasé dans l'étau de l'affrontement entre fascisme et antifascisme. Mais la tragédie d'Espagne c'est aussi son isolement international. Expression locale et décalée de la vague révolutionnaire mondiale de 1917-23 pendant laquelle le rapport de force est en faveur du prolétariat (Révolution en Russie, en Allemagne, mouvement des occupations en Italie, insurrections et grèves au Canada, aux Etats-Unis,... jusqu'en Patagonie), la poussée révolutionnaire des années 30 en Espagne surgit à un moment où le rapport de force international s'est depuis longtemps retourné en faveur de la contre-révolution (destruction des forces communistes, passage de l'I.C. et de tous ses partis dans le camp bourgeois). Cela explique son caractère de foyer isolé, en ce sens d'autant plus vulnérable à cette phase de recul, aux manques de rupture avec la bourgeoisie qui s'y cristallisent.

Nous voyons ainsi que la périodisation révolution contre-révolution est nettement délimitée, bien qu'il existe des décalages dans le temps et l'espace, qui restent marginaux, traduisant de manière limitée (c'est-à-dire sans remettre en cause le rapport de force global, au contraire déterminé par lui) un contexte historico-social particulier.

Cette phase contre-révolutionnaire dans laquelle se situent les événements d'Espagne culminera d'ailleurs dans la seconde guerre mondiale, suivie d'une période de reconstruction achevant le cycle. Les années 60 seront charnières entre la fin du cycle contre-révolutionnaire et l'ouverture (marquée par des fissures de plus en plus fortes dans le mur de la paix sociale) d'un nouveau cycle révolutionnaire avec la longueur due à la non simultanéité de la crise sociale et de la crise révolutionnaire).

Ainsi l'Espagne qui n'a pas participé à la première guerre mondiale a connu une certaine prospérité en produisant matériel et nourriture pour les belligérants. Après la guerre, elle ne

pourra soutenir la concurrence des autres pays alors en pleine reconstruction, connaissant la crise et le développement parallèle des luttes sociales. C'est essentiellement ce facteur qui déphase son cycle propre par rapport au cycle général.

Dernier bastion prolétarien (après le massacre en Chine de la Commune de Shanghai en 1927), son écrasement est la condition du déclenchement de la guerre impérialiste mondiale qui, par la destruction des forces productives excédentaires (et en premier lieu le prolétariat - force de travail), doit achever l'oeuvre de destruction du capital commencée en 1914 (interrompue dès 1917 par le surgissement du prolétariat comme classe révolutionnaire, défaitiste, rejetant l'unité nationale jusqu'à son écrasement par la contre-révolution social-démocrate, stalinienne et fasciste) et impulser un nouveau cycle de valorisation.

De par sa situation sociale décalée, l'Espagne va synthétiser avec une acuité extrême les deux aspects de la guerre capitaliste :

- résolution de l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat (déterminant dans ce cas) par la destruction de la force révolutionnaire (ce qui pour l'essentiel est réalisé ailleurs) ;
- résolution de la crise de dévalorisation par la destruction de la force de travail et des marchandises excédentaires.

La guerre, qui a transformé le mouvement social en conflit inter-impérialiste, en même temps qu'elle met un terme définitif à la vague révolutionnaire de 1917-23, ouvre le cycle des destructions généralisées. D'une durée très brève (et donc très intense), la "crise espagnole" s'achève ainsi presque au moment où commence la deuxième guerre mondiale. L'oeuvre destructrice de la contre-révolution en Espagne étant réalisée, Franco n'aura pas besoin d'y prendre directement part.

* * *

L'implacable riposte ouvrière du 19 juillet 1936 au putsch des militaires exprime la combativité d'un prolétariat espagnol qui depuis des années a lancé assaut après assaut contre l'ordre capitaliste. Depuis les soulèvements et insurrections du XIXe siècle qui, à intervalles réguliers, terrorisaient dans les villes et les campagnes bourgeoisie, propriétaires fonciers, Eglise jusqu'à la semaine sanglante de Barcelone en 1909, la guerre de classe n'a presque jamais connu de trêve.

Pôle d'accumulation capitaliste des plus anciens, l'Espagne a disposé très longtemps d'un immense empire colonial où elle exploitait ses capitaux et transférait la main-d'oeuvre excédentaire (émigration espagnole séculaire). Véritable soupape, cet immense empire colonial a longtemps constitué un des principaux pôles de concentration capitaliste de l'Espagne. En Espagne même, pôles de concentration de valeur (Asturies, "Pays" Basque, Catalogne, qui attirent des capitaux anglais, français et allemands) et pôles de désertification (Aragon, Estremadure, Andalousie) s'opposent et se créent mutuellement. Mais si la société espagnole a pu longtemps maintenir une grande stabilité (poids jusqu'à l'inertie du mercantilisme), elle ne sera pas moins de plus en plus minée au XIXe siècle par les contradictions sociales. Et avec la perte de ses colonies (en 1898 elle cède coup sur coup Cuba et les Philippines après sa défaite dans la guerre hispano-américaine), le capital mondial impose en Espagne une vaste réorganisation économique afin de répondre aux nouvelles exigences de la valorisation. Le capital se déplaçant vers les pôles les plus productifs de valeur, elle doit impérieusement renforcer les pôles industriels, en accentuant encore plus le contraste avec les pôles de désaccumulation (exode rural, désertification).

Cette transformation de l'économie s'accompagne de violentes convulsions sociales encore accentuées après la première guerre mondiale (pendant laquelle l'approvisionnement des belligérants lui a permis de développer l'industrie de transformation), tandis que l'Espagne subit de plein fouet la concurrence des autres pays capitalistes, partiellement régénérés grâce à

l'orgie de destructions et de sang. En cette période mondialement révolutionnaire, les grèves qui succèdent aux grèves portent des coups de boutoir très durs contre l'Etat. L'UGT et la CNT (créée en 1910) ont du mal à garder le contrôle des mouvements sociaux qui éclatent un peu partout, tentant de les ramener dans l'ornière légaliste et pacifiste ou s'en dissociant. Ainsi lorsqu'éclate l'importante grève à la Canadiense (électricité) de Barcelone en 1917, les chefs CNT Pestana et Segui négocient avec le patronat et appellent à la reprise immédiate du travail. La répression violente de l'agitation ouvrière (licenciements, arrestations par milliers, loi martiale, escadrons de pistoleros, "disparitions" légales) a pour seul effet de la radicaliser encore plus. Action directe, attentats, expropriations, grèves armées jalonnent cette période de lutte. Pourtant, ne s'étant pas donné une direction révolutionnaire (synthétisant les luttes dispersées en une force unique clairement orientée contre l'Etat), le prolétaire pourra s'extraire de la spirale affrontement - répression, pour l'organisation de son combat. Si la violence est un instrument de la lutte et exprime la forte combativité ouvrière, elle ne constitue pas un programme de lutte et ne peut le remplacer à défaut.

Le coup d'Etat du général Primo de Rivera en 1923 va briser pour un très court temps l'agitation ouvrière. Avec l'appui du PSOE-UGT sera instituée l'organisation corporatiste du travail (arbitrage des conflits entre autres) qui doit prévenir la reprise de l'agitation sociale, tandis que la CNT conclut un accord tacite de respect de la paix sociale (garantissant sa survie, même en semi-clandestinité). Le président de l'UGT, Largo Caballero, qui plus tard aimera se faire appeler le "Lénine espagnol", sera à cette occasion nommé conseiller d'Etat de Primo de Rivera !

Il y a de ces petits faits historiques qui en disent plus que de longues analyses...

Mise en perspective, la dictature de Primo de Rivera marque surtout le premier temps d'un mouvement de balancier au sein de l'Etat bourgeois qui se poursuivra jusqu'en 1936 entre tendances politiques de plus en plus opposées, de plus en plus extrémistes, à la mesure de la radicalisation des luttes ouvrières. Les oscillations politiques chaque fois plus intenses au sommet de l'Etat ont en effet pour objet le dévoiement de la lutte prolétarienne indépendante dans le carcan de la défense des institutions de son ennemi de classe par les polarisations qu'elles induisent entre Monarchie/République, Droite/Gauche, Fascisme/Antifascisme. En aucun cas l'avènement de la République ne signifie donc une quelconque victoire de la bourgeoisie (que l'on devrait soutenir, même critiquement) contre "des vestiges de la féodalité". Le caractère très ancien de l'accumulation capitaliste en Espagne invalide à lui seul cette affirmation.

En ce sens il n'y a pas de rupture politique entre la chute de Primo de Rivera en 1930, la fin corollaire de la monarchie (abdication d'Alphonse XIII) et l'instauration de la République en 1931¹. Ces formes politiques, pour très différentes qu'elles soient, n'ont pas moins la même fonction essentielle (même s'il y a partage du travail, elles se complètent) d'encadrer le mouvement ouvrier, briser son indépendance, le déboussole avant de le massacrer.

Dans cette oeuvre de mise au pas du prolétariat la République tient donc tout autant son rôle, proclamée pour l'occasion "République de tous les travailleurs" afin de mobiliser ceux-ci pour la défense d'une institution présentée comme le produit, le fruit de leurs luttes (alors qu'elle surgit pour les casser) et menacée par la droite monarchiste dite "revancharde".

¹ Le passage de témoin entre monarchie et république paraît d'autant plus évident quand on sait que le monarchiste Zamora est l'instigateur du Pacte de San Sebastian qui fonde la République. Et certains (spécialement les trotskistes) tout obnubilés de reproduire le calque de la Russie 17 dans n'importe quelle situation, d'encore considérer l'instauration de la République comme un pas en avant, une étape progressive vers la révolution, permanente ou autre. Pour les prolétaires d'Espagne les choses seront très vite beaucoup plus claires : "La République, c'est le même chien avec un nouveau collier..." De même l'anti-franquisme est l'héritier de Franco, son digne continuateur puisqu'application de ses propres dispositions quant à sa succession (retour à la souveraineté monarchique et parlementaire). L'anti-franquisme a bien triomphé par décret de Franco !

Vigilance et discipline au travail sont dès lors exigées des ouvriers, exigences entérinées par la "loi de défense de la République" votée en octobre 1931 par le gouvernement de gauche (radical) à participation socialiste. Interdiction des grèves, arbitrage obligatoire des conflits du travail, interventions systématiques de la garde civile, institution d'un nouveau corps de police (les gardes d'assaut) entravent le déclenchement, voire le développement, des luttes. Le rôle de flic dévolu à l'UGT au sein du mouvement ouvrier est encore accentué par l'immonde Largo Caballero (ministre du travail) qui impose le dépôt obligatoire d'un préavis par les organisations syndicales plusieurs jours avant le commencement d'une grève.

Ainsi les grèves très dures qui ne manquent pas d'éclater seront féroce­ment réprimées (exécution, prison, déportation) : du soulèvement de Llobregat à Barcelone et Séville, la guerre sociale menée par les exploités heurte de plein front la République. Celle-ci va réagir à la perte des illusions du prolétariat (dont les conditions de survie continuent de se détériorer) en donnant l'illusion de sa propre perte, utilisant la tentative avortée du coup d'Etat du colonel Sanjurjo en août 1932 pour inciter les prolétaires à ne pas l'affaiblir. Au nom d'un danger pire - le retour de la "réaction monarchiste" - les ouvriers doivent ainsi accepter la République comme un moindre mal, en définitive s'en solidariser.

Pratiquement, cela signifie toujours renoncer à défendre leurs intérêts de classe, l'embrigadement dans des fronts interclassistes, voies qui conduisent inévitablement à la défaite par la soumission aux intérêts de la bourgeoisie ou d'une de ses fractions. Mais à cette époque l'indiscipline ouvrière est telle que de pareils appels ne reçoivent encore que peu d'échos. D'ailleurs, la répression se poursuit, culminant avec le massacre de Casas Viejas en janvier 1933, hameau misérable d'Andalousie dont les habitants qui avaient attaqué la caserne locale sont impitoyablement exterminés (jusqu'aux femmes et enfants !).

Ce titre de gloire au service du progrès, de la civilisation, ... du capital, le gouvernement Azana (de plus en plus marqué à gauche) ne pourra l'assumer devant le prolétariat écoeuré. Totalement décrédibilisé, il décide d'élections anticipées (novembre 33). La législature se solde par plus de 400 morts dans les luttes, 9000 militants révolutionnaires en prison, alors que les forces de police ont doublé depuis la fin de la dictature de Primo. Nouvelle étape dans le mouvement de balancier, de polarisation entre fractions bourgeoises, le gouvernement Lerroux qui sort des élections (marquées par une très importante abstention ouvrière) est appuyé par la puissante CEDA (confédération espagnole des droites autonomes - "extrême"-droite -) de Gil Roblès. D'emblée, il doit affronter l'insurrection des ouvriers anarchistes en Aragon (Saragosse). Son écrasement sanglant donne tout de suite le ton de ce "bienio negro". Entre-temps, le PSOE, influencé par son aile gauche, (Caballero), se radicalise dans l'opposition. Ce caméléon de la politique qui vient de découvrir Lénine ose même parler de dictature du prolétariat, ce qui, dans sa bouche, n'est rien d'autre qu'une vulgarité. Caballero fonde aussi l'Alliance Ouvrière, sorte de front unique syndical, afin de rassembler l'opposition au gouvernement de droite. Ebauche du futur Front Populaire, l'Alliance Ouvrière tend déjà à l'encadrement du prolétariat, son utilisation comme masse de manoeuvre pour servir les intérêts de la gauche du capital. Cela se vérifie lorsque Caballero, s'appuyant sur l'atmosphère sociale volcanique dans les Asturies, menace le gouvernement, en plein remaniement ministériel, de déclencher la grève générale si des membres de la CEDA y participent. Le gouvernement, loin de céder à ce triste matamore, nomme effectivement trois ministres CEDA, voyant l'occasion d'engager l'épreuve de force avec le prolétariat.

Le PSOE recule, un contrordre transmis d'urgence n'arrive pas et le 5 octobre, les mineurs asturiens appliquant le mot d'ordre socialiste lancent l'insurrection que le PSOE tente aussitôt d'arrêter, appelant désormais à la grève générale pacifique ! Ainsi les socialistes, qui ont voulu canaliser l'agitation prolétarienne, la détourner sur des questions politicardes internes à la bourgeoisie, sont débordés par la dynamique propre d'un mouvement social intransigeant, irréductible à ces basses manoeuvres. Brisant tous les carcans, celui-ci pose directement l'affrontement à l'Etat capitaliste, ce qu'illustre l'attaque des casernes, des manufactures

d'armes, l'occupation d'Oviedo, l'armement général des ouvriers (fusils, mitrailleuses, dynamite). Cependant, la situation insurrectionnelle des Asturies n'est guère relayée par les autres régions (à part Madrid, où les ouvriers désarmés cèdent rapidement la rue). En outre, la tentative d'envoyer de Mieres une colonne armée sur Madrid échoue. La CNT, qui a refusé de rallier l'Alliance Ouvrière (sauf la section asturienne) se prononce pas moins contre l'insurrection, arguant de l'autonomie de décision de chacune de ses fédérations, de l'irresponsabilité d'un mouvement par trop précipité. Elle entrave ainsi clairement la solidarisation des ouvriers d'autres régions et abandonne le prolétariat asturien à la répression : misère du fédéralisme. Or, si les révolutionnaires doivent dénoncer le putschisme qui sous-tend le mouvement authentiquement de classe et l'affaiblit (putschisme avec lequel les partis bourgeois essaient d'instrumentaliser ce mouvement), si les révolutionnaires doivent dénoncer l'absence de complot insurrectionnel, son impréparation, il leur incombe par dessus tout de rester jusqu'au bout avec les prolétaires insurgés, de mener l'affrontement à bout, seule voie pour éviter le massacre! Laissons aux défaitistes cette sentence criminelle : "Ils n'avaient qu'à pas prendre les armes" ; ceux-là n'ont rien à voir avec la révolution.

Et, comme à chaque fois que le prolétariat assiège l'Etat, la bourgeoisie répond par l'instauration de l'état de siège : les troupes d'élite de la République (légionnaires du Tercio, soldats maures) sont envoyés dans les Asturies. Commandées par le général Francisco Franco (fidèle serviteur de l'Etat capitaliste, que celui-ci soit républicain ou fasciste)², elles se livreront à une boucherie sans merci contre les prolétaires qui, malgré leur vaillance, sans direction révolutionnaire, isolés, ne peuvent arrêter le cannibalisme de la contre-révolution.

La mise au pas du prolétariat asturien se solde ainsi par 3000 morts et près de 40.000 prisonniers. Tout l'humanisme de la bourgeoisie, en ces circonstances, se résume dans les propos du général Doval, chef de l'ordre public dans les Asturies, qui se dit "déterminé à exterminer la semence révolutionnaire jusque dans le ventre des mères..."

Si le communisme n'est pas affaire d'embryon, la bourgeoisie ne paiera pas moins tous ses crimes par la sentence capitale ; la destruction de fond en comble de son monde d'esclavage salarié, de sa civilisation terroriste, de terreur civilisée.

* * *

La tragique saignée dans un des secteurs les plus combattifs du prolétariat d'Espagne ne décide pourtant pas l'écrasement définitif de l'agitation ouvrière. L'ampleur des contradictions sociales toujours croissantes, toujours plus affirmées doit inévitablement déboucher sur un affrontement général classe contre classe dans lequel l'insurrection asturienne marque une étape importante mais pas décisive. Pour la bourgeoisie, il s'agit aussi de porter des coups violents contre la perspective des batailles à venir.

Cet épisode majeur de la guerre de classe en Espagne va d'ailleurs laisser des plaies très vives dans le corps du prolétariat, encore infectées par le poison de l'antifascisme qui s'y insinue de plus en plus. Les charognes de gauche vont en effet utiliser les cadavres des prolétaires massacrés comme levain pour donner vie, force à l'idéologie/pratique du Front Populaire : mobilisation de la classe ouvrière aux côtés d'une fraction - la plus large possible - de la bourgeoisie dans une sainte alliance contre les dits "ennemis de la République" ! Pour la classe ouvrière, cela signifie partout et toujours l'abandon de ses propres intérêts,

² Il est amusant de constater que Franco, à l'instar de beaucoup d'autres qui, dans la mythologie antifasciste servent d'épouvantails alimentant la hantise de toutes les bonnes consciences démocrates, ait fait initialement ses preuves de loyauté à la dictature capitaliste en servant les formes parlementaires plus progressistes de celle-ci. De Franco sauveur de la République en 1934 à Pinochet nommé ministre de l'intérieur par Allende jusqu'à l'éloge de Jaruzelski par le curé pacifiste Walesa quelques mois avant le 13 décembre 1981, tous ont reçu les honneurs de démocrates respectables pour services rendus dans... la guerre de classe contre le prolétariat.

irréductiblement antagoniques à ceux de la bourgeoisie et la soumission à toutes les manoeuvres politiques de son ennemi. La grande victoire du fascisme c'est bien d'avoir produit l'antifascisme, puisque son antithèse poursuit en définitive le même but : l'organisation indifférenciée du peuple exigeant la dissolution des classes dans la communauté populaire. L'adhésion totalitaire de celle-ci à l'Etat capitaliste le renforce d'autant par la répression violente de ceux qui le contestent : les prolétaires insoumis à l'union nationale et luttant pour leurs intérêts de classe.

Les staliniens du P.C. (encore marginal), fidèles à la voix de leur maître, seront bien entendu les défenseurs les plus zélés du Front Populaire. La défense des régimes parlementaires contre le fascisme décidée au VIIe congrès de l'I.C. en août 35 remplace en effet la ligne sectaire dite "classe contre classe" depuis que Moscou cherche l'alliance des pays occidentaux contre Hitler. Les trotskistes refusent d'y participer, dénonçant la présence d'organisations bourgeoises (entendu que pour eux un parti est qualifié d'ouvrier d'après sa composition sociologique !). Ce qui ne les empêche toutefois pas de pratiquer leur éternel entrisme dans le PSOE, ce défenseur acharné de l'ordre bourgeois.

Mais c'est la question des 40.000 prisonniers de l'Insurrection Asturienne qui va cristalliser l'appui des organisations d'extrême-gauche, la CNT-FAI et le POUM (fusion en septembre 35 du Bloc ouvrier et paysan - catalaniste de Maurin et de la "Gauche Communiste" de Nin) au Front Populaire.

D'après elles, la victoire du Front Populaire aux élections de février 36 (pour lesquelles la CNT incite les ouvriers à voter) permettrait d'obtenir l'amnistie des prisonniers. Or, cette manière de poser le problème conduit directement à capituler devant les intérêts bourgeois. Compromis, loyauté, obéissance à l'Etat constituent autant de pièges mortels pour la lutte du prolétariat. En vérité, il ne s'agit jamais pour les révolutionnaires de plaider devant l'Etat la libération des prisonniers afin de soi-disant reprendre la lutte, mais de ne jamais cesser notre lutte intransigeante contre l'Etat pour lui imposer par la force la libération des prisonniers. C'est d'ailleurs par l'action directe que les prolétaires vont libérer leurs frères incarcérés, plaçant le nouveau gouvernement Azana devant le fait accompli et dès lors réduit à avaliser ce coup de force (loi d'amnistie) pour conserve les apparences de la légalité !

Néanmoins, fort de l'appui des divers partis de gauche, le Front Populaire victorieux des élections achève de polariser les camps au sein de la bourgeoisie, essayant toujours plus de détourner la combativité du prolétariat vers l'appui à la Sainte Alliance contre le fascisme ³.

POUM et CNT-FAI radicalisent encore la contradiction en parlant d'un affrontement entre fascisme et révolution, dissociant de la sorte le fascisme de la société capitaliste dont il

³ Remarquons que le rôle du Front Populaire en Espagne n'est pas le même qu'en France, chacun recouvrant des situations sociales différentes. En effet, si dans le premier cas il surgit dans un contexte d'intense agitation sociale qui dure depuis des années, d'indiscipline ouvrière afin d'encadrer le prolétariat, le désarmer politiquement et préparer la répression, le Front Populaire en France apparaît alors qu'il n'y a pas de luttes ! Les grèves de juin 36 très disciplinées (cf. Blum précisant que si les ouvriers occupaient l'usine, l'usine occupait les ouvriers) et contrôlées de bout en bout par la gauche, marquent plutôt un dérapage, puisque se développant en réponse à la victoire du Front Populaire aux élections de mai et seront catalysées en tant que pressions adressées au gouvernement Blum pour qu'il tienne ses promesses. Les accords de Matignon mettront d'ailleurs presque aussitôt fin au mouvement.. En fait, dans le cas français où pèse déjà la chape de plomb de la contre-révolution, il s'agissait plus de solidariser le prolétariat avec l'économie nationale dans un rassemblement de tous les Français civiques en perspective de la guerre impérialiste. D'ailleurs, Thorez préférait à l'appellation de "Front Populaire" celle plus explicite de "Front national", mieux à même de définir son but : l'union du peuple français contre les "200 familles" et la "ploutocratie étrangère". De quoi aujourd'hui faire rougir de plaisir Jean-Marie Le Pen !

(Pour une analyse du Front Populaire en France, voyez RAIA n° 3, ainsi que La légende de la Gauche au pouvoir - Ed. La tête de Feuilles).

n'est en fait qu'une expression, niant ainsi la nécessité de s'affronter au capital dans son ensemble (aussi bien dans ses formes fasciste que républicaine). Or le prolétariat ne peut mener à bien cet affrontement qu'en se démarquant de toutes les polarisations inter-bourgeoises. Le fait d'y adhérer signifie l'abandon de son terrain de classe, de sa lutte pour ses propres intérêts jusqu'à être ballotté comme simple masse de manoeuvre au service de l'une ou l'autre fraction bourgeoise, au gré des antagonismes qui y surgissent.

Le problème à résoudre n'est pas d'attribuer autant d'attitudes politiques au prolétariat qu'il y aura d'oppositions, dans les situations, en le reliant à tel monopole, à tel Etat, à telle force politique contre ceux qui s'y opposent, mais de garder l'indépendance organique du prolétariat en lutte contre toutes les expressions économiques et politiques de l'ennemi de classe.

Bilan n° 13 : Fascisme - Démocratie / Communisme.

Republié in Le Communiste n° 21.

Le Front Populaire est une des expressions de l'ennemi capitaliste au même titre que la droite phalangiste (José Antonio Primo de Rivera) et putschiste (Franco, Sanjurjo). Sa tâche consiste à rien d'autre qu'à l'écrasement du prolétariat. D'ailleurs les grèves très dures qui éclatent pour des revendications salariales, la réintégration des ouvriers licenciés, se heurtent au gouvernement de Front Populaire. En juin, au cours de l'importante grève du bâtiment à Madrid, les ouvriers font le coup de feu contre les syndicalistes de l'UGT et les staliniens, exprimant leur refus de sacrifier leurs luttes, de se soumettre à l'économie nationale sous prétexte de ne pas affaiblir le Front Populaire.

Le climat social agité durant les semaines qui précèdent le 19 juillet illustre avant tout la force encore très vive, la combativité d'un prolétariat que la bourgeoisie n'a pas réussi à embrigader. Le gouvernement de Front Populaire, débordé par les grèves, affaibli, sait devoir être remplacé. Aussi laisse-t-il faire (quand il ne facilite pas) les préparatifs - connus de longue date - du coup d'Etat militaire : Franco est transféré au Maroc, le général Mola en Navarre, où sont stationnées les troupes fidèles aux putschistes (Tercio, Maures, Carlistes).

A gauche, la CNT-FAI donne l'exemple de ce qu'est la grande fraternité antifasciste en réintégrant lors du Congrès de Saragosse en mai les Trentistes de Pestana exclus quelques années plus tôt en raison de leurs positions ouvertement social-démocrates. Par la suite, la CNT prouvera toujours plus nettement la pureté de ses intentions antifascistes en rejoignant avec zèle les contre-révolutionnaires les plus enragés (des staliniens à Caballero) dans le gouvernement républicain. Le soulèvement militaire du 17 juillet ne suivra pourtant pas le scénario voulu par toutes les fractions de la bourgeoisie. Car si le gouvernement de Front Populaire refuse de livrer des armes aux ouvriers, s'il négocie en coulisses la passation des pouvoirs, si PSOE et PSUC garantissent la loyauté de l'armée, si la CNT temporise, cherchant tous l'apaisement, avalisant de fait le Pronunciamiento, ils ne peuvent rien faire contre la réaction ouvrière spontanée qui, poings nus, brise presque entièrement le putsch fasciste, brûle les titres de propriété, brûle les archives de la police, mais ne boute pas le feu à l'Etat! Car l'admirable riposte du prolétariat ne peut cacher l'absence tragique de direction révolutionnaire. Incapable de mener l'affrontement à son terme - la destruction totale de l'Etat bourgeois - le prolétariat abandonne l'initiative aux organisations de gauche qui prennent la tête du mouvement et qui appellent aussitôt à la reprise du travail au nom de l'économie de guerre, d'une guerre au service des intérêts capitalistes.

D'emblée les chefs anarchistes auront choisi leur camp, d'autant qu'ils exposent clairement la situation : *Ou communisme libertaire, ce qui signifie dictature anarchiste, ou démocratie, ce qui signifie collaboration*, explique Garcia Oliver qui méritera sa qualité de

démocrate en collaborant effectivement de son mieux au renforcement de l'Etat bourgeois, à la destruction du prolétariat révolutionnaire.

* * *

Il n'y a pas eu de révolution en juillet 36 parce qu'il n'y a pas eu de destruction de l'Etat bourgeois, parce que maître de la rue mais sans perspective politique, le prolétariat a remis aussitôt le pouvoir entre les mains du Front Populaire, parce qu'en obéissant à ses injonctions (interdiction des grèves, militarisation du travail, dissolution des organes ouvriers, guerre de fronts), il a été irrémédiablement broyé dans l'union sacrée antifasciste. Ainsi, en paraphrasant Engels, pouvons-nous conclure en regardant l'Espagne de 1936 que ça ce n'était pas la dictature du prolétariat - encore moins une situation de double pouvoir - mais bien son écrasement idéologique par le Front Populaire avant son écrasement physique dans la guerre impérialiste. Guerre impérialiste à laquelle d'ailleurs tous les Etats capitalistes vont participer, qu'ils soient fascistes (Allemagne, Italie) par l'envoi de troupes et d'armes sophistiquées, ou antifascistes (Angleterre, France, URSS) par la signature du pacte de non-intervention en août 36 avant l'intervention directe de l'URSS par l'envoi de brigades internationales. Cette participation s'explique par leurs intérêts respectifs (en termes de capitaux investis en Espagne aussi bien qu'en termes géopolitiques) mais surtout par leur intérêt commun d'éteindre le dernier foyer révolutionnaire avant le déclenchement de la seconde boucherie mondiale. L'expression de "guerre civile espagnole" n'a guère de sens. C'est, au départ d'une tentative avortée de guerre de classe entre prolétariat et bourgeoisie, rien d'autre qu'une guerre impérialiste qui a pour foyer l'Espagne mais déterminée par le capital mondial et dans laquelle le prolétariat espagnol servira de chair à canon, tandis que la crapuleuse "opinion publique internationale" et les Fronts Populaires des différents pays en seront les tambours d'appel en exigeant avec cri des "armes pour l'Espagne", du plomb contre le prolétariat !

Anarchistes et trotskistes auront beau prétendre que la lutte contre le fascisme est prioritaire, voire même favorise la révolution, que l'attitude intransigeante consistant à rejeter tant le fascisme que son frère ennemi l'antifascisme est infantile, puriste, voire même fait le jeu du fascisme, ils ne feront avec ces arguments que patauger dans leur merde. En effet, se placer sur le terrain de la défense de la République c'est inscrire toutes les actions sous le signe de l'Etat capitaliste, le renforcer, lui permettre d'écraser les forces "incontrôlées". Dans ces conditions, le prolétariat abandonne les moyens d'entreprendre la lutte pour ses propres intérêts, intérêts qui rencontrent aussi bien l'hostilité de la bourgeoisie fasciste que de la bourgeoisie républicaine. En toutes circonstances quand le prolétariat s'allie à une quelconque fraction de la bourgeoisie, c'est en renonçant à sa propre lutte, c'est pour défendre des objectifs bourgeois.

La lutte contre le fascisme, pour la République n'est jamais un premier pas vers la guerre de classe ; elle lui tourne le dos quand elle n'est pas produite de son détournement. Au contraire, c'est en menant la lutte contre tous les secteurs de la bourgeoisie que le prolétariat se renforce, s'affirme en tant que "classe pour soi", se donne la capacité d'imposer son projet social ou, dans les conditions historiquement défavorables de l'Espagne en 1936 (domination mondiale de la contre-révolution), tandis qu'il ne peut compter sur la solidarité du prolétariat international, empêcher le déchaînement de la terreur capitaliste, préserver sa capacité de lutte en perspective des combats futurs quand le rapport de force international aura changé.

Et si dans la lutte du prolétariat contre le capital dans son ensemble, certaines fractions bourgeoises en tirent un profit immédiat contre d'autres fractions, cela reste subsidiaire, marginal et n'entrave certainement pas le développement de la guerre de classe. Quand les rats se bouffent entre eux, ce n'est jamais aux dépens du prolétariat. Cela ne signifie jamais son affaiblissement pourvu qu'il se maintienne résolument sur son terrain de classe.

Les règlements de comptes entre fractions bourgeoises ne deviennent prépondérants (transformant le contenu de la guerre qui, de sociale, devient impérialiste) qu'après justement l'écrasement de leur cauchemar commun : le prolétariat révolutionnaire. Dans cette situation de défaite, le prolétariat ne fait même pas le jeu de l'une ou l'autre fraction bourgeoise car il devient bel et bien un jouet entre les mains de l'ennemi capitaliste ! Ainsi en abandonnant dès les premiers jours la perspective révolutionnaire, en se ralliant (encouragé en ce sens par les organisations d'extrême-gauche) à la défense de l'Etat républicain, le prolétariat d'Espagne sera sacrifié, liquidé sur l'autel de l'union sacrée antifasciste, ne servira plus que de chair à canon dans la guerre capitaliste entre fascisme et antifascisme.

La reprise en main du prolétariat par la contre-révolution se poursuivra les mois suivants avec un acharnement à la mesure de la peur qu'a éprouvée la bourgeoisie le 19 juillet. Les ouvriers seront ainsi mobilisés dans une guerre de fronts, ce qui permet de les éloigner des villes et des concentrations industrielles, de les fixer dans des régions désertiques comme les montagnes d'Aragon - régions qui, dans une guerre sociale, seraient évidemment d'un intérêt stratégique nul - où ils s'entre-tueront ⁴. La militarisation décidée par le gouvernement républicain des milices ouvrières surgies le 19 juillet formalisera sans plus l'intégration de fait des milices à la défense de la République, encouragée par le mot d'ordre anarchiste "miliciens oui ! soldats jamais !". La forme (dans ce cas hiérarchie, discipline, solde, exécution des déserteurs) étant déterminée par le contenu (contre-révolutionnaire) de l'armée, le gouvernement antifasciste imposera d'autant plus facilement la militarisation des milices que celles-ci se sont depuis longtemps transformées en organes capitalistes. La colonne de fer restera un temps incontrôlée par les dirigeants anarchistes mais capitulera également devant les ultimatums du Front Populaire. Des milliers d'ouvriers vont cependant désertir, qui seront le fer de lance de la riposte prolétarienne pendant les journées de mai à Barcelone.

D'autre part, en déployant la guerre des fronts, la bourgeoisie définira complémentaiement les usines comme les "fronts de l'intérieur" : mobilisation des ouvriers pour la production de guerre, application du règlement militaire dans les usines, baisse des salaires, augmentation de l'exploitation, interdiction des grèves assimilées à de la trahison. Ces mesures constituent - tant dans la zone franquiste que républicaine - le carcan répressif chargé de briser toute contestation ouvrière et illustrent ainsi définitivement le triomphe de la contre-révolution même si - hochets dérisoires - les ouvriers auront le droit (dont les anarchistes feront un fétiche) d'autogérer la production d'oranges, voire, pour les cireurs de chaussures, leurs salaires...

La CNT-FAI et le POUM signeront aussi leur allégeance à l'union sacrée contre le fascisme en participant au gouvernement régional de Catalogne en septembre et au gouvernement central dirigé par Largo Caballero (comprenant quatre ministres anarchistes) en novembre. Si, à cette occasion, Federica Montseny devient ministre de la santé, elle justifiera son poste en prodiguant des soins attentionnés au capital, en aidant à faire disparaître la cause de son allergie chronique : le prolétariat révolutionnaire.

De fait, l'intégration des dirigeants anarchistes dans les hautes sphères de l'Etat bourgeois, pour être risible (quand on connaît leurs diatribes aussi radicales que creuses contre

⁴ Il faut noter que la guerre de fronts suppose la défense de territoires "conquis", "récupérés", toujours délimités (caractéristique de la guerre impérialiste) tandis que la guerre sociale, en tant que subversion des rapports sociaux capitalistes, en tant qu'affrontement entre classes ne détermine jamais la défense de quelconques territoires libérés, ce qui s'inscrirait dans la logique du socialisme en un seul pays, donc du capital. Par conséquent, dans sa guerre sociale pour l'abolition du travail salarié, le prolétariat n'a d'autres frontières à défendre que politiques : l'intransigeance de ses principes, condition à l'intransigeance de sa lutte.

tout Etat et donc contre l'Etat Proletarien), illustre surtout la faillite historique de l'idéologie anarchiste, son passage définitif dans le camp de la contre-révolution sanctionnée par les événements d'Espagne.

Montseny, Garcia Oliver, Domenech et autres tristes larbins se démenant sans compter au service du capital ne doivent par conséquent pas cacher le fait que les anarchistes n'ont jamais été capables de répondre aux exigences aussi bien théoriques que pratiques de la guerre de classe. En Espagne plus particulièrement, le courant libertaire (né comme section de l'AIT à l'instigation du délégué Fanelli, envoyé de Bakounine), a tenu le même rôle que la social-démocratie dans les autres pays : l'encadrement des ouvriers dans l'organisation de masse syndicaliste et gestionniste (Proudhonienne). Aussi les mouvements sociaux éclateront souvent contre les organes et les dirigeants qui s'en revendiquent, ces derniers cherchant sans cesse la conciliation avec l'Etat bourgeois (cf. le sabotage des grèves par Salvador Segui et Angel Pestana). Contre le réformisme de la CNT, la FAI, créée en 1927, cristallise une tendance "anarcho-bolchévique" (Durruti, Ascaso, Oliver) dont l'organisation en groupes spécifiques (les "Solidaires") doit préluder la constitution d'une "Armée Noire" pour la prise du pouvoir. Réduisant (atrophiant donc) l'activité révolutionnaire à la question militaire, fomentant des insurrections locales, isolées, à chaque fois noyées dans le sang, la FAI ne fera que prendre le contre-pied de la CNT qu'elle cherche à reconquérir (entrisme) jusqu'à finalement lui servir de "parti" (dans le sens social-démocrate de la séparation d'organisme de masse trade-unioniste et du "parti" politique apportant la conscience socialiste ou, ici, anarchiste), la CNT conservant et renforçant son caractère d'organisation de masse. Enfin, corollaire du gestionnisme, la perspective fédéraliste défendue par les libertaires les situera toujours contre l'organisation et l'unification internationales des luttes ! Par conséquent, la participation des anarchistes de la CNT-FAI à la guerre impérialiste d'Espagne est l'aboutissement logique d'années de confusion, de trahisons, de fuites en avant, qui laisseront un prolétariat désarmé politiquement - malgré son énorme combativité - se perdre dans les rets de l'antifascisme.

Ce naufrage généralisé n'épargnera pas une personnalité aussi héroïque que Buenaventura Durruti qui, quelques semaines avant sa mort sur le front de Madrid, affirmera "renoncer à tout sauf à la victoire."

Or en se battant aux côtés de la bourgeoisie dans une guerre capitaliste, en renonçant à sa propre lutte, en se sacrifiant, le prolétariat renonce en premier lieu à vaincre. La victoire de l'antifascisme que prédisait Durruti ne signifiait rien d'autre que la défaite du prolétariat !

Ainsi, héroïsme, bravoure, abnégation qui ont tant nourri la mythologie anarchiste de l'individu salvateur, du brigand rédempteur, ne servent en définitive que la bourgeoisie quand ils ne s'appuient pas sur un programme politique clairement démarqué de la contre-révolution. En retour, cette mythologie aura encore dévoyé tant de combattants anonymes de la grande armée du prolétariat, fascinés par l'aura des grands chefs sacrifiés à la cause...du capital, même s'ils croyaient sincèrement défendre celle du prolétariat !

Seuls les militants anarchistes regroupés autour de Camillo Berneri et de son journal "Guerra di classe" se maintiendront sur un terrain de classe, même si avec de grandes faiblesses, et s'opposeront ouvertement à la politique de la CNT, Berneri écrivant, quelques jours avant son assassinat en mai 37 par la Guépéou (à l'instigation de l'hyène Togliatti) : *L'ombre de Noske se dessine. Le fascisme monarchiste-catholique-traditionnaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution. Il faut s'en souvenir. Il faut le dire.*

D'autre part, le groupe "Los amigos de Durruti", dirigé par Jaime Balius qui se manifestera pendant les journées de mai en essayant de donner une direction intransigeante à la riposte. ouvrière, rassemblera de son côté des centaines de militants issus des jeunesses libertaires très radicales Catalogne ou déserteurs des milices et de la guerre des fronts. Ce regroupement illustre en effet la subsistance à Barcelone et dans d'autres villes d'un potentiel révolutionnaire encore important malgré l'emprise de plus en plus grande de la bourgeoisie et

de ses valets sur le prolétariat. L'agitation ouvrière ira d'ailleurs en s'intensifiant contre les privations et les sacrifices imposés au nom de la guerre, ce qui incitera les staliniens du PSUC à défendre comme mot d'ordre de "prendre Barcelone avant de prendre Saragosse" (occupée par l'armée franquiste), révélant, à l'image de toute la bourgeoisie républicaine, qu'ils craignent moins leur frère ennemi fasciste que le prolétariat en lutte ⁵.

* * *

De fait, l'Etat bourgeois restauré retrouve son arrogance et passe à l'attaque contre les dernières forces prolétariennes : le 4 mars un décret du gouvernement central impose le désarmement des ouvriers et des patrouilles qui ne sont pas assujetties aux forces de police. Malgré les nombreuses arrestations les ouvriers ne cèdent pas. Dès lors, les escarmouches vont se succéder entre la police et les prolétaires incontrôlés. Le 17 avril, l'envoi de carabiniers au poste frontière de Puigcerdà aux mains des ouvriers anarchistes provoque la riposte armée de ceux-ci. Les dirigeants régionaux de la CNT accourent aussitôt négocier un compromis, c'est-à-dire tout simplement le retrait des groupes ouvriers. Cet épisode exemplaire accroît encore la méfiance des prolétaires vis-à-vis de la CNT, qui, dans différentes villes (Lerida, Tarragona...), tentent de s'organiser en dehors d'elle. Les heurts armés avec la police et les staliniens deviennent de plus en plus fréquents, de nombreux cadavres de militants révolutionnaires sont retrouvés à l'extérieur des villes, souvent victimes de la Guépéou (dirigée par Antonov-Ovsenko). Le 25 avril le dirigeant de l'UGT Roldan Cortada est assassiné. Les staliniens font de son enterrement une démonstration de force, cherchant à intimider les ouvriers, dénonçant les "provocateurs", les "incontrôlables", les "agents fascistes cachés", marquant surtout leur résolution à rétablir l' "ordre public".

Le 1er mai n'est pas une journée chômée, production de guerre oblige ! A cette occasion toute manifestation est interdite et les ouvriers restent enfermés dans les usines. Pourtant l'air est chargé d'électricité. Les chaudes journées de printemps ne trompent pas sur l'imminence de l'orage ; l'affrontement est plus que jamais de mise ! Celui-ci éclate le lundi 3 mai. Vers 15 heures, les gardes d'assaut commandés par le stalinien Rodriguez Salas tentent de s'emparer du Central Téléphonique situé Place de Catalogne en plein coeur de Barcelone. Ils n'atteignent que le rez-de-chaussée, arrêtés par la riposte prompte des prolétaires occupant le Central. La nouvelle du coup de force se répand très vite, et Barcelone se couvre de barricades, superbes atours d'une ville qui lutte, qui affirme sa ferveur révolutionnaire. Les ouvriers arrêtent partout le travail, sortent les armes et le soir, après des combats de rue à rue, d'un édifice à l'autre, ils occupent toute la ville à l'exception des quartiers du centre. La bataille reprend avec rage le lendemain, les ouvriers insurgés affrontent sans distinction la police, les staliniens et les milices nationalistes de l'Estat Català, avant-gardes de la contre-révolution. Sur le front d'Aragon, les prolétaires avertis des événements décident de descendre sur Barcelone pour prêter main-forte à leurs frères de classe. Mais le comité régional de la CNT les en dissuade, s'agitant de toute part pour obtenir un cessez-le-feu alors que l'émissaire du gouvernement central, Garcia Oliver, joue les pleureuses sur les ondes de la radio :

⁵ Les staliniens se sont distingués en Espagne en tant que pilier décisif de la dictature capitaliste, réorganisant l'Etat bourgeois affaibli après le 19 juillet et se livrant avec zèle à la répression systématique des mouvements sociaux, à l'assassinat des militants, la torture, la terreur dans les usines. Santiago Carrillo, alors président des Jeunesses Socialistes Unifiées (organisation de jeunesse du PSUC), ira jusqu'à reconnaître clairement en janvier 37 dans un congrès à Valence : *Nous ne luttons pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste, ni communiste... La JSU n'est pas une jeunesse marxiste !*

Si on ne juge pas les hommes d'après ce qu'ils disent d'eux mais d'après ce qu'ils font, les staliniens ne se feront toutefois pas faute de faire coïncider étroitement leurs actes avec leurs paroles...

Camarades : pour l'unité antifasciste, pour l'unité prolétarienne, pour ceux qui sont tombés dans la lutte, ne vous laissez pas entraîner par les provocations. Ne cultivez pas en ce moment le culte des morts. Que ce ne soient pas les morts, la passion pour les morts, pour vos frères tombés qui vous empêche, en ces moments, de réaliser le cessez-le-feu. Ne faites pas le culte des morts.

Le 5, Federica Montseny arrive de Valence pour négocier avec la Généralité la cessation des combats contre la destitution de Rodriguez Salas !

Maîtres des batteries antiaériennes installées sur les hauteurs de Montjuich, les prolétaires n'osent pourtant pas les pointer contre le Palais de la Généralité, où "leurs" dirigeants discutent avec le président Companys ! Ainsi, désorientés par les appels répétés des chefs anarchistes à déposer les armes, les prolétaires hésitent, puis renoncent à l'assaut final. Ils cèdent le Central Téléphonique tandis que les gardes d'assaut s'emparent de la gare de France. "Incontrôlables" par les organisations bourgeoises, les prolétaires n'en payent pas moins dramatiquement l'absence de direction révolutionnaire.

Seuls les "Amis de Durruti" appellent par tracts à poursuivre la lutte intransigeante :

Travailleurs, exigez avec nous : une direction révolutionnaire. Le châtement des coupables. Le désarmement de tous les corps armés qui participèrent à la répression. La socialisation de l'économie. La dissolution des partis politiques qui se sont dressés contre la classe ouvrière ! Ne cédon pas la rue ! La révolution avant tout. ⁶

Fossoyeuse de la lutte prolétarienne, la direction de la CNT dénonce les "Amis de Durruti" comme des provocateurs, rejoignant le chœur des chacals pour entonner l'hymne funèbre à la reprise du travail. En effet, la radio diffuse avec insistance un communiqué commun CNT-UGT qui dit :

Le retour à la normalité est nécessaire. Persister dans l'inactivité industrielle équivaut, en ces moments de guerre antifasciste, à collaborer avec l'ennemi commun, en nous affaiblissant nous-mêmes. Ainsi donc il est ordonné aux travailleurs de la CNT et de l'UGT, sans exception d'aucune sorte, de reprendre le travail.

Le POUM aussi cherche à imposer la retraite :

Terminer la lutte et éviter un versement inutile de sang et donner aux camarades qui combattent au front la confiance et le moral, qui sont si nécessaires pour la lutte contre notre ennemi mortel : le fascisme ! (comité exécutif du POUM)

Sans consignes, fatigués, découragés, dégoûtés, les prolétaires résistent encore, défensivement. Le 6 mai, après une courte accalmie, les combats reprennent tandis que le gouvernement central envoie une colonne de 5000 gardes d'assaut déplacés du front de Jarama pour écraser les insurgés. En chemin, cette colonne se livre à une répression sanglante dans les

⁶ La petite Ligue Bolchévique-Léniniste, animée notamment par George Munis, va par ailleurs aussi intervenir par tracts dans le sens des intérêts du prolétariat, rompant de fait avec la contre-révolution trotskiste, même si les prises de position ultérieures gardent de nombreux stigmates de l'idéologie trotskiste (cf. le programme de transition) avec laquelle Munis ne rompra jamais réellement.

Un extrait de leur tract proclamera pour l'heure : *Vive l'offensive révolutionnaire ! Pas de compromis ! Désarmement de la Garde Nationale Républicaine (ex-Garde Civile) et des réactionnaires Gardes d'Assaut. Nous sommes au moment décisif. La prochaine fois, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries, sauf celles travaillent pour l'industrie de guerre, jusqu'au renversement du gouvernement réactionnaire.*

Malgré la faiblesse politique de cet appel (cf. perspective d'un changement de gouvernement ?!), il se range dans le feu des événements du côté des insurgés.

villes de Tortosa et Tarragona. L'oeuvre des bourreaux est encore facilitée par les franquistes qui interrompent temporairement les hostilités, plus préoccupés du retour au calme à Barcelone ! Arrivés le 7 mai à 20h30, les gardes d'assaut occupent la ville et désarment les dernières poches de résistance dans les quartiers ouvriers du port. La commune de Barcelone s'achève ainsi par la défaite du dernier bastion prolétarien incontrôlé. Les nombreuses victimes (500 morts, 1000 blessés) annoncent à peine le déchaînement de la terreur contre-révolutionnaire durant les semaines suivantes. Tous les ouvriers arrêtés pendant les journées de mai sont exécutés, les massacres de militants succèdent aux rafles et aux disparitions. Le POUM, qui n'a plus d'utilité, est mis hors-la-loi (assassinat de son chef Andrés Nin), à la satisfaction des staliniens, dans le même temps où la répression s'abat sur les militants des "Amis de Durruti" avec l'aide de la CNT (délations), qui cherche à liquider définitivement cette expression classiste du prolétariat. En effet, ils s'efforcent, dans leur revue "El amigo del Pueblo" (8 numéros), de tirer les leçons politiques de la défaite, affirment que "la tête des coupables doit rouler dans la poussière", déplorent l'inexistence d'une "junte révolutionnaire", d'un "organisme dirigeant", capable de donner une nette orientation de classe à la lutte :

Sans théorie, les révolutions ne peuvent aller de l'avant. Nous, les "Amis de Durruti", avons formulé notre pensée qui peut être l'objet de révisions propres aux grands bouleversements sociaux, mais qui a ses racines en deux points essentiels qui ne peuvent être éludés : un Programme et des fusils. ("Amigo del Pueblo" n°5)

Mais leurs analyses sont entachées de nombreuses faiblesses et confusions, les "amis de Durruti" restant par trop marqués par l'idéologie anarchiste avec laquelle ils n'arrivent pas à rompre. De plus, saignés à blanc par la répression sauvage, traqués, en fuite, ils n'ont qu'une incidence limitée sur les prolétaires désormais encadrés avec vigilance par tous les appareils de la bourgeoisie.

* * *

Après la Commune de Barcelone et l'étouffement des dernières voix révolutionnaires, la tragédie du prolétariat espagnol se poursuit et se consume dans le feu de la guerre impérialiste. Pendant deux longues années encore, épurations, famines, bombardements aériens, batailles de tranchées vont - tant dans la zone fasciste qu'antifasciste - décimer la force de travail ouvrière. Car la bourgeoisie, si elle est quitte de sa brève frayeur, n'a pas moins le besoin impérieux de détruire encore et encore les marchandises excédentaires pour régénérer son procès vital, pour relancer son cycle de valorisation capitaliste. Sur les fronts, les désertions massives sont pour la plupart des prolétaires le début d'une odyssée dans l'horreur. La fuite, l'exil en France de dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants, incite les démocrates humanistes à ouvrir des camps de concentration dans le sud-ouest: Argelès, Saint-Cyprien, où, après avoir été désarmés, les parias sont parqués. Blessés, souffrant de faim et de maladie, ils continuent à mourir par milliers dans ces bagnes de la démocratie. Le cauchemar des réfugiés espagnols prélude ainsi de manière sinistre le sort du prolétariat mondial quelques mois plus tard. Comme si, d'avoir préservé la dernière flamme révolutionnaire dans la froide nuit de la contre-révolution, le prolétariat d'Espagne et à payer ce sacrilège par son immolation impitoyable - donc l'horreur devait paralyser d'effroi et briser les dernières velléités de lutte des esclaves salariés partout dans le monde.

* * *

Solidement arrimés à la défense du camp impérialiste antifasciste, les dirigeants anarchistes espagnols ont de plus l'ignominie de vouloir prolonger tant et plus la guerre en

Espagne jusqu'au déclenchement des hostilités à l'échelle planétaire, qui la relayeraient ! Contre l'internationalisme prolétarien, contre le défaitisme révolutionnaire, ils marquent ainsi leur volonté de faire durer et d'accroître en intensité le cycle de la contre-révolution ! Derniers remparts de la bourgeoisie en juillet 36 et mai 37, les dirigeants anarchistes seront de la sorte promus premiers fournisseurs en chair à canon pour la boucherie impérialiste !!!

Notre mémoire de classe se nourrit des contributions militantes les plus décisives contre l'Etat capitaliste mondial, quelles que soient les bannières qu'il emprunte. Ainsi des deux manifestes consacrés aux journées de mai 37 que nous republions dans cette brochure. Le premier - **PLOMB, MITRAILLE, PRISON. C'est ainsi que le Front Populaire répond aux ouvriers de Barcelone qui osent résister à l'attaque capitaliste** - écrit par les fractions belge et italienne de la Gauche Communiste Internationale a été publié en mai-juin 1937 dans **Bilan**, bulletin théorique de la fraction italienne de la Gauche Communiste, et en juin 1937 dans **Communisme**, bulletin mensuel de la fraction belge de la Gauche Communiste. Il réaffirme la seule position classiste à tenir dans la guerre impérialiste : le défaitisme révolutionnaire, et en ce sens marque la force politique des rares militants révolutionnaires qui, en cette période tragique, ont défendu contre vents et marées les intérêts historiques - et donc permanents - du prolétariat.

Pourtant, dès juillet 36, les débats ont été très vifs au sein de la Gauche Italienne, une minorité ne résistant pas aux chants de sirène de l'antifascisme ⁷. Plusieurs militants s'engageront même dans les brigades du POUM, n'y restant pas longtemps et rejoignant en France l'Union Communiste de Chazé, qui, de fait, participait - même si c'était de manière très critique - à la guerre impérialiste (décrivant un mythique mouvement révolutionnaire qui serait simplement bridé par les organisations de gauche et d'extrême-gauche traîtresses ou pas assez radicales ; défenseur en quelque sorte d'un antifascisme révolutionnaire !!).

Le second texte - **Un manifeste des communistes mexicains sur le massacre de Barcelone** - vient du **Groupe des Travailleurs Marxistes** du Mexique, animé par Eiffel (militant du KAPD, de la Gauche Allemande), qui défend les mêmes orientations politiques et a été publié en juillet-août 1937 dans **Bilan** ⁸.

La distance géographique, l'isolement politique, l'histoire différente de ces groupes démontrent ainsi a contrario la puissance du centralisme organique quant à la réelle défense intransigeante des positions de classe du prolétariat contre tous les secteurs de la contre-révolution.

Le troisième texte est une étude fondamentale de **Jehan** sur la guerre d'Espagne qui devait servir à la polémique qu'il avait engagée au sein de la **Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique** contre la tendance majoritaire de Hennaut, dont les positions s'apparentaient à celles de l'Union Communiste. Entre-temps, Jehan aura rompu avec la Ligue et créé la Fraction belge de la Gauche Communiste Internationale, dont le bulletin théorique sera **Communisme**. Aussi ce travail ne sera publié qu'en 1946 dans le premier numéro de la revue **Entre deux Mondes**, nouvelle publication de la fraction belge.

Malgré les conceptions décadentistes de Jehan, qui l'empêchent de comprendre le caractère pleinement capitaliste de l'Espagne, jusqu'à induire *la Révolution bourgeoise en tant que TACHE particulière du prolétariat là où les conditions historiques ont fait obstacle au complet développement de l'organisation bourgeoise*, cette étude est essentielle pour la compréhension de la guerre impérialiste dont la participation signifie nécessairement pour le prolétariat sa destruction en tant que classe révolutionnaire. Replacé dans la polémique avec Hennaut, le texte dénie tout caractère progressiste - aussi critique soit-il à la guerre antifasciste

⁷ Pour un aperçu du débat qu'a suscité la guerre d'Espagne dans la gauche italienne, nous renvoyons à l'introduction de Jean Barrot au recueil **Bilan révolution et contre-révolution en Espagne 1936-1939**, n° 1311, Ed. 10/18.

⁸ Sur la Gauche Communiste au Mexique, lisez "Mémoire Ouvrière", consacré à ce courant dans **Comunismo** n° 6.

puisque aussi bien *la guerre antifasciste placée INEVITABLEMENT sous le signe des intérêts capitalistes est à l'ORIGINE de la défaite prolétarienne qui vient.*

TEXTES

Plomb, mitraille, prison : ainsi répond le Front Populaire aux ouvriers de Barcelone qui osent résister à l'attaque capitaliste !

PROLETAIRES !

Le 19 juillet 1936, les prolétaires de Barcelone, avec leurs poings nus, écrasèrent l'attaque des bataillons de Franco, armés jusqu'aux dents.

Le 4 mai 1937, ces mêmes prolétaires, munis d'armes, laissent sur le pavé bien plus de victimes qu'en juillet lorsqu'ils doivent repousser Franco et c'est le gouvernement antifasciste - comprenant jusqu'aux anarchistes et dont le POUM est indirectement solidaire - qui déchaîne la racaille des forces répressives contre les ouvriers.

Le 19 juillet, les prolétaires de Barcelone sont une force invincible. Leur lutte de classe, affranchie des liens de l'Etat bourgeois, se répercute au sein des régiments de Franco, les désagrège et réveille l'instinct de classe des soldats : c'est la grève qui enrayer fusils et canons de Franco et qui brise son offensive.

L'histoire n'enregistre que des intervalles fugitifs au cours desquels le prolétariat peut acquérir son autonomie entière vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Quelques jours après le 19 juillet, le prolétariat catalan arrive à la croisée des chemins : ou bien il entrait dans la phase supérieure de sa lutte en vue de la destruction de l'Etat bourgeois ou bien le capitalisme reconstituait les mailles de son appareil de domination. A ce stade de la lutte où l'instinct de classe ne suffit plus et où la conscience devient le facteur décisif, le prolétariat ne peut vaincre que s'il dispose du capital théorique accumulé patiemment et avec acharnement par ses fractions de gauche érigées en partis sous l'explosion des événements. Si aujourd'hui, le prolétariat espagnol vit une aussi sombre tragédie, c'est dû à son immaturité à forger son parti de classe : le cerveau qui, seul, peut lui donner force de vie.

En Catalogne, dès le 19 juillet, les ouvriers créent spontanément, sur leur terrain de classe, les organes autonomes de leur lutte. Mais, immédiatement, surgit l'angoissant dilemme : ou engager à fond la bataille politique pour la destruction totale de l'Etat capitaliste et parachever ainsi les succès économiques et militaires, ou bien laisser debout la machine oppressive de l'ennemi et lui permettre alors de dénaturer et de liquider les conquêtes ouvrières.

Les classes luttent avec les moyens qui leur sont imposés par les situations et le degré de tension sociale. En face d'un incendie de classe, le capitalisme ne peut même pas songer à recourir aux méthodes classiques de la légalité. Ce qui le menace, c'est l'indépendance de la lutte prolétarienne conditionnant l'autre étape révolutionnaire vers l'abolition de la domination bourgeoise. Le capitalisme doit donc renouer les fils de son contrôle sur les exploités. Ces fils qui étaient précédemment la magistrature, la police, les prisons, deviennent, dans la situation extrême de Barcelone, les comités des milices, les industries socialisées, les syndicats ouvriers gérant les secteurs essentiels de l'économie, les patrouilles de vigilance, etc.

Ainsi, en Espagne, l'Histoire pose à nouveau le problème qui, en Italie et en Allemagne, a été résolu par l'écrasement du prolétariat : les ouvriers conservent à leur classe les instruments qu'ils se créent dans le feu de la lutte pour autant qu'ils les tournent contre l'Etat bourgeois. Les ouvriers arment leur bourreau de demain si, n'ayant pas la force d'abattre l'ennemi, ils se laissent à nouveau attirer dans les filets de sa domination.

La milice ouvrière du 19 juillet est un organisme prolétarien. La "milice prolétarienne" de la semaine suivante est un organisme capitaliste approprié à la situation du moment. Et, pour réaliser son plan contre-révolutionnaire, la bourgeoisie peut faire appel aux centristes, aux socialistes, à la CNT, à la FAI, au POUM, qui, tous, font croire aux ouvriers que l'Etat change de nature lorsque le personnel qui le gère change de couleur. Dissimulé dans les plis du drapeau rouge, le capitalisme aiguise patiemment l'épée de la répression qui, le 4 mai, est préparée par toutes les forces qui, le 19 juillet, avaient brisé l'échine de classe du prolétariat espagnol.

Le fils de Noske et de la Constitution de Weimar, c'est Hitler; le fils de Giolitti et du "contrôle de la production", c'est Mussolini; le fils du front antifasciste espagnol, des "socialisations", des milices "prolétariennes", c'est le carnage de Barcelone du 4 mai 1937.

Et, seul, le prolétariat russe riposta, à la chute du czarisme, par l'octobre 1917, parce que, seul, il parvint à construire son Parti de classe au travers du travail des fractions de gauche.

PROLETAIRES !

C'est à l'ombre d'un gouvernement de Front Populaire que Franco a pu préparer son attaque. C'est dans la voie de la conciliation que Barrios a essayé, le 19 juillet, de former un ministère unique pouvant réaliser le programme d'ensemble du capitalisme espagnol, soit sous la direction de Franco, soit sous la direction mixte de la droite et de la gauche fraternellement unies. Mais c'est la révolte ouvrière de Barcelone, de Madrid, des Asturies, qui oblige le capitalisme à dédoubler son ministère, à départager les fonctions entre l'agent républicain et l'agent militaire liés par l'indissoluble solidarité de classe.

Là où Franco n'est pas parvenu à imposer sa victoire immédiate, le capitalisme appelle les ouvriers à le suivre pour "battre le fascisme". Sanglant guet-apens qu'ils ont payé de milliers de cadavres en croyant que, sous la direction du gouvernement républicain, ils pouvaient écraser le fils légitime du capitalisme : le fascisme. Et ils sont partis pour les cols de l'Aragon, les montagnes de Guadarrama, des Asturies, pour la victoire de la guerre antifasciste.

Encore une fois, comme en 1914, c'est par l'hécatombe des prolétaires que l'Histoire souligne en traits sanglants l'opposition irréductible entre bourgeoisie et prolétariat. Les fronts militaires : une nécessité imposée par les situations ? Non ! Une nécessité pour le capitalisme afin d'encercler et d'écraser les ouvriers ! Le 4 mai 1937 apporte la preuve éclatante qu'après le 19 juillet, le prolétariat avait à combattre Companys, Giral tout autant que Franco.

Les fronts militaires ne pouvaient que creuser la tombe des ouvriers parce qu'ils représentaient les fronts de guerre du capitalisme contre le prolétariat. A cette guerre, les prolétaires espagnols - à l'exemple de leurs frères russes de 1917 - ne pouvaient riposter qu'en développant le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps de la bourgeoisie : le républicain

comme le "fasciste", et en transformant la guerre capitaliste en guerre civile en vue de la destruction totale de l'Etat bourgeois.

La fraction italienne de gauche a été soutenue uniquement, dans son tragique isolement par la solidarité du courant de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique, qui vient de fonder la fraction belge de la gauche communiste internationale. Seuls, ces deux courants ont jeté l'alarme, alors que, partout, l'on proclamait la nécessité de sauvegarder les conquêtes de la révolution, de battre Franco pour mieux battre Caballero ensuite.

Les derniers événements de Barcelone confirment lugubrement notre thèse initiale et ils découvrent que c'est avec une cruauté égalant celle de Franco que le front populaire, flanqué des anarchistes et du POUM, s'est jeté sur les ouvriers insurgés du 4 mai.

Les vicissitudes des batailles militaires ont été autant d'occasions pour le gouvernement républicain de resserrer son emprise sur les exploités. En l'absence d'une politique prolétarienne du défaitisme révolutionnaire, les succès comme les échecs militaires de l'armée républicaine n'ont été que les étapes de la sanglante défaite de classe des ouvriers : à Badajoz, Irun, San Sebastian, la république du front populaire apporte sa contribution au massacre concerté du prolétariat tout en resserrant les liens de l'Union Sacrée, parce que, pour gagner la guerre antifasciste, il faut une armée disciplinée et centralisée. La résistance de Madrid, par contre, facilite l'offensive du front populaire qui peut se débarrasser de son valet d'hier : le POUM, et ainsi préparer l'attaque du 4 mai. La chute de Malaga renoue les fils sanglants de l'Union Sacrée, tandis que c'est la victoire militaire de Guadalajarra qui ouvre la période se concluant par les fusillades de Barcelone. Dans l'atmosphère d'ivresse guerrière peut ainsi germer et éclore l'attaque du 4 mai.

Parallèlement, dans tous les pays, la guerre d'extermination du capitalisme espagnol nourrit la répression bourgeoise internationale, et les morts fascistes et "antifascistes" d'Espagne accompagnent les assassinés de Moscou, les mitraillés de Clichy; et c'est aussi sur l'autel sanglant de l'antifascisme que les traîtres rassemblent les ouvriers de Bruxelles autour du capitalisme démocratique lors des élections du 11 avril 1937.

"Des armes pour l'Espagne" : tel a été le mot d'ordre central qui a résonné aux oreilles des prolétaires. Et ces armes ont tiré sur leurs frères de Barcelone. La Russie soviétique, en coopérant à l'armement de la guerre antifasciste, a aussi représenté la charpente capitaliste pour le récent carnage. Aux ordres de Staline - qui étale sa rage anticommuniste le 3 mars - le P.S.U.C. de Catalogne prend l'initiative du massacre.

Encore une fois, comme en 1914, les ouvriers se servent des armes pour s'entre-tuer au lieu de s'en servir pour la destruction du régime d'oppression capitaliste.

PROLETAIRES !

Les ouvriers de Barcelone ont repris, le 4 mai 1937, le chemin qu'ils avaient emprunté le 19 juillet et dont le capitalisme avait pu les rejeter en s'appuyant sur les forces multiples du Front Populaire. En déclenchant la grève partout, même dans les secteurs représentés comme des conquêtes de la révolution, ils ont fait front contre le bloc républicano-fasciste du capitalisme. Et le gouvernement républicain a répondu avec autant de sauvagerie que l'a fait Franco à Badajoz et Irun. Si le gouvernement de Salamanque n'a pas exploité cet ébranlement du front de l'Aragon pour pousser une attaque, c'est parce qu'il a senti que son complice de gauche remplissait admirablement son rôle de bourreau du prolétariat.

Epuisé par dix mois de guerre, de collaboration de classe, de la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M., le prolétariat catalan vient d'essuyer une terrible défaite. Mais cette défaite est aussi une étape de la victoire de demain, un moment de son émancipation, car elle signe l'arrêt de mort de toutes les idéologies qui avaient permis au capitalisme de sauvegarder sa domination. malgré le soubresaut gigantesque du 19 juillet.

Non, les prolétaires tombés le 4 mai ne peuvent être revendiqués par aucun des courants qui, le 19 juillet, les ont entraînés hors de leur terrain de classe pour les précipiter dans le gouffre de l'antifascisme.

Les prolétaires tombés appartiennent au prolétariat et uniquement à lui. Ils représentent les membranes du cerveau de la classe ouvrière mondiale, du parti de classe de la révolution communiste.

Les ouvriers du monde entier s'inclinent devant tous les morts et revendiquent leurs cadavres contre tous les traîtres : ceux d'hier, comme ceux d'aujourd'hui. Le prolétariat du monde entier salue en Berneri, un des siens, et son immolation à l'idéal anarchiste est encore une protestation contre une école politique qui s'est effondrée au cours des événements d'Espagne : c'est sous la direction d'un gouvernement à participation anarchiste que la police a répété sur le corps de Berneri l'exploit de Mussolini sur le corps de Matteotti !

PROLETAIRES !

Le carnage de Barcelone est le signe avant-coureur de répressions encore plus sanglantes sur les ouvriers d'Espagne et du monde entier. Mais il est encore le signe avant-coureur des tempêtes sociales qui, demain, déferleront sur le monde capitaliste.

Le capitalisme, en dix mois seulement, a dû épuiser les ressources politiques qu'il comptait consacrer à démolir le prolétariat, en entravant le travail que celui-ci accomplissait pour fonder son parti de classe, arme de son émancipation, et de la construction de la société communiste. Centrisme et anarchisme, en rejoignant la social-démocratie, ont, en Espagne, atteint le terme de leur évolution, comme ce fut le cas en 1914 lorsque la guerre réduisit la Deuxième Internationale à l'état de cadavre.

En Espagne, le capitalisme a déclenché une bataille d'une portée internationale : la bataille entre le fascisme et l'antifascisme qui, au travers de la forme extrême des armes, annonce une tension aiguë des rapports de classe sur l'arène internationale.

Les morts de Barcelone déblaient le terrain pour la construction du parti de la classe ouvrière. Toutes les forces politiques qui ont appelé les ouvriers à lutter pour la révolution en les engageant dans une guerre capitaliste ont toutes passé de l'autre côté de la barricade et devant les ouvriers du monde entier s'ouvre l'horizon lumineux où les morts de Barcelone ont écrit avec leur sang la leçon de classe déjà tracée par le sang des morts de 1914-18 : la lutte des ouvriers est prolétarienne à la seule condition de se diriger contre le capitalisme et son Etat; elle sert les intérêts de l'ennemi si elle ne se dirige pas contre lui, dans tous les instants, dans tous les organismes prolétariens que les situations font surgir.

Le prolétariat mondial luttera contre le capitalisme même lorsque celui-ci passera à la répression contre ses valets d'hier. C'est la classe ouvrière et jamais son ennemi de classe qui

est chargée de liquider le compte de ceux qui ont exprimé une phase de son évolution, un moment de sa lutte pour l'émancipation de l'esclavage capitaliste.

La bataille internationale que le capitalisme espagnol a engagée contre le prolétariat ouvre un nouveau chapitre international de la vie des fractions de tous les pays. Le prolétariat mondial, qui doit continuer à lutter contre les "constructeurs" d'Internationales artificielles, sait qu'il ne peut fonder l'Internationale prolétarienne qu'au travers de l'ébranlement mondial du rapport des classes ouvrant la voie de la Révolution communiste, et seulement ainsi. Face au front de la guerre d'Espagne, qui annonce l'éclosion de tourmentes révolutionnaires en d'autres pays, le prolétariat mondial sent que le moment est venu de nouer les premiers liens internationaux des fractions de la gauche communiste.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS !

Votre classe est invincible : elle représente le moteur de l'évolution historique ; les événements d'Espagne en apportent la preuve, car c'est votre classe, uniquement, qui constitue l'enjeu d'une lutte qui convulsionne le monde entier !

Ce n'est pas la défaite qui peut vous décourager : de cette défaite vous retirerez les enseignements pour votre victoire de demain !

Sur vos bases de classe, vous reconstituerez votre unité de classe au-delà des frontières, contre toutes les mystifications de l'ennemi capitaliste !

En Espagne, aux tentatives de compromissions tendant à fonder la paix de l'exploitation capitaliste, répondez par la fraternisation des exploités des deux armées pour la lutte simultanée contre le capitalisme !

Debout pour la lutte révolutionnaire dans tous les pays !

Vivent les prolétaires de Barcelone qui ont tourné une nouvelle page sanglante du livre de la Révolution mondiale !

En avant pour la constitution du Bureau International en vue de promouvoir la formation des fractions de gauche dans tous les pays !

Elevons l'étendard de la Révolution communiste que les bourreaux fascistes et antifascistes ne peuvent empêcher les prolétaires vaincus de transmettre à leurs héritiers de classe.

Soyons dignes de nos frères tombés !

Vive la Révolution communiste dans le monde entier !

Perle de la Bourgeoisie

PALMIRO TOGLIATTI, secrétaire général du PCI, délégué de l'I.C. en Espagne sous le pseudonyme d'Ercole Ercoli :

Peuple italien ! Fascistes de la vieille garde ! Jeunes fascistes ! Les communistes adoptent le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des

intérêts des travailleurs, et vous disent : luttons ensemble pour la réalisation de ce programme...

Fascistes de la vieille garde ! Jeunes fascistes ! Nous proclamons que nous sommes prêts à combattre avec vous et tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919, et pour toute revendication qui exprime un intérêt immédiat, particulier ou général, des travailleurs et du peuple italien...

Nous devons rétablir la confiance réciproque entre les Italiens, liquider les rancoeurs passées, en finir avec la pratique honteuse de l'espionnage qui augmente la défiance...

Donnons-nous la main, fils de la Nation italienne! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions. Donnons-nous la main et marchons l'un à côté de l'autre pour arracher le droit à être des citoyens d'un pays civilisé comme le nôtre. Nous souffrons les mêmes peines. Nous avons la même ambition : celle de faire l'Italie forte, libre et heureuse.

(extrait du texte "Pour le salut de l'Italie. Réconciliation du Peuple Italien", publié dans "L'Etat ouvrier", revue théorique du PCI au mois d'août 1936 sous le pseudonyme d'Ercoli).

Camarade Proletaire, quand dans ta lutte pour la défense de tes intérêts de classe, tu résistes à l'assujettissement de ta classe au char de l'antifascisme et que les staliniens te traitent de fascistes, n'oublie jamais que les meilleurs agents de l'antifascisme, tant en Espagne qu'ailleurs, furent également les meilleurs agents du fascisme au sein de la classe ouvrière.

Manifeste des communistes mexicains

INTRODUCTION DE BILAN

Nous publions le manifeste qui suit et qui nous est parvenu de la part du **Groupe de Travailleurs Marxistes** du Mexique. Le lecteur pourra constater que, sur les questions essentielles, une coïncidence existe entre les points de vue défendus par les fractions belge et italienne et les camarades du Mexique.

Les événements politiques - et au premier chef ceux d'une importance capitale comme la guerre impérialiste en Espagne - exigent que l'on ne s'en tienne pas à enregistrer la concordance des positions politiques et au réconfort que cela procure dans la lutte à mener contre le capitalisme au service duquel se trouvent désormais toutes les forces politiques ayant une influence parmi les masses. Surtout quand l'écroulement atteint les groupes mêmes qui avaient prétendu lutter pour la régénérescence du mouvement communiste et qui en sont arrivés à combiner l'appui à la guerre impérialiste et la lutte pour la révolution, le devoir des communistes consiste à aller au delà des événements de l'heure afin d'aborder une confrontation politique sur les questions fondamentales du communisme. Aussi notre fraction a-t-elle pris occasion de ce manifeste pour demander aux camarades mexicains de procéder sans délai à cette discussion et nous espérons vivement pouvoir rapidement entretenir les lecteurs de **Bilan** du cours de cette discussion.

* * *

Au Mexique ne doit pas se répéter l'échec subi par les travailleurs d'Espagne. Chaque jour, on nous dit que nous vivons dans une république démocratique, que nous avons un gouvernement ouvrier, que ce gouvernement est la meilleure défense contre le fascisme.

Les travailleurs d'Espagne croyaient qu'ils vivaient dans une république démocratique, qu'ils avaient un gouvernement ouvrier, que ce gouvernement était la meilleure défense contre le fascisme.

Alors que les travailleurs n'étaient pas sur leurs gardes et qu'ils avaient plus de confiance dans le gouvernement capitaliste que dans leurs propres forces, les fascistes, au vu et au su du gouvernement, préparèrent leur coup du mois de juillet de l'année passée, exactement comme le gouvernement de Cardenas permet aux Cedillo, Morones, Calles, etc., de préparer leur coup, tandis qu'il endort les ouvriers avec sa démagogie "ouvriériste".

Comment fut-il possible que les travailleurs d'Espagne, en juillet dernier, n'ont pas compris que le gouvernement "antifasciste" les avait trahis en permettant la préparation du coup des fascistes ? Comment se fait-il que les travailleurs du Mexique n'ont tiré aucune leçon de cette expérience douloureuse ?

Parce que le gouvernement espagnol a continué habilement sa démagogie et parce qu'il s'est présenté devant le front des travailleurs en les trompant encore une fois avec la consigne : le seul ennemi, c'est le fascisme !

En prenant la direction de la guerre que les travailleurs avaient commencée, la Bourgeoisie l'a convertie de guerre classiste en guerre capitaliste, en une guerre pour laquelle les travailleurs ont donné leur sang pour la défense de la république de leurs exploités.

Leurs leaders, vendus à la Bourgeoisie, ont donné la consigne : ne présentez pas de revendications de classe avant que nous ayons vaincu le fascisme !

Et pendant neuf mois de guerre, les travailleurs n'ont organisé aucune grève, ont permis au gouvernement de supprimer leurs comités de base qui avaient surgi aux jours de juillet, et d'assujettir les milices ouvrières aux généraux de la bourgeoisie. Ils ont sacrifié leur propre lutte pour ne pas préjuger la lutte contre les fascistes.

POURQUOI CARDENAS DONNE-T-IL SON APPUI A AZANA ?

Pour entretenir la confiance des travailleurs en leur esprit de classe ? Le gouvernement de Cardenas a un intérêt primordial à ce que les travailleurs du Mexique ne comprennent pas pourquoi le gouvernement antifasciste d'Espagne avait permis aux fascistes de préparer leur coup. Parce que s'ils comprenaient ce qui s'était passé en Espagne, ils comprendraient aussi ce qui est en train de se passer au Mexique.

C'est pour cette raison que Cardenas a donné son appui au gouvernement légalement constitué de Azana et lui a envoyé des armes. Démagogiquement, il a dit que celles-ci étaient destinées à la défense des travailleurs contre les fascistes.

Les dernières nouvelles arrivées d'Espagne ont détruit pour toujours ce mensonge : le gouvernement légalement constitué de Azana utilisa les armes pour dompter les héroïques travailleurs de Barcelone lorsqu'ils durent se défendre contre ce gouvernement qui voulait les désarmer le 4 mai de cette année.

Aujourd'hui comme hier, le gouvernement de Cardenas aide le gouvernement légalement constitué de Azana, mais aujourd'hui non contre les fascistes mais contre les travailleurs.

L'oppression sanglante qui succéda au soulèvement des travailleurs de Barcelone a montré la véritable situation en Espagne comme la foudre illuminant la nuit : que d'illusions de neuf mois détruites! Dans sa lutte féroce contre les travailleurs de Barcelone, le gouvernement "antifasciste" s'est démasqué. Non seulement il a envoyé sa police spéciale, ses gardes d'assaut, mais il a libéré des prisonniers fascistes et a retiré du front des régiments "loyaux" en exposant ce front à l'attaque de Franco !

Ces faits ont prouvé que les véritables ennemis du Front Populaire ne sont pas les fascistes, mais les travailleurs !

TRAVAILLEURS DE BARCELONE !

Vous avez lutté magnifiquement, mais vous avez perdu. La Bourgeoisie peut vous isoler. Votre force seule ne pouvait pas être suffisante.

Travailleurs de l'arrière-garde, vous devez lutter conjointement avec vos camarades du fronts conjointement contre le même ennemi : non, comme votre bourgeoisie vous le demande, contre l'armée de Franco, mais contre la bourgeoisie elle-même, qu'elle soit fasciste ou "antifasciste".

Vous devez envoyer des agitateurs au front avec la consigne : rébellion contre vos généraux !

Fraternisation avec les soldats de Franco - en majorité des paysans tombés dans les filets de la démagogie fasciste et cela parce que le gouvernement du front populaire n'avait pas rempli sa promesse de leur donner la terre ! Lutte commune de tous les opprimés, qu'ils soient ouvriers ou paysans, espagnols ou maures, italiens ou allemands, contre notre ennemi commun : la bourgeoisie espagnole et ses alliés, l'Impérialisme !

Pour cette lutte, un parti qui soit véritablement le vôtre est nécessaire. Toutes les organisations d'aujourd'hui, des socialistes aux anarchistes, sont au service de la bourgeoisie. Ces derniers jours, à Barcelone, elles ont collaboré une fois de plus avec le gouvernement pour rétablir "l'ordre" et "la paix". Forger ce parti de classe indépendant, voilà la condition de votre triomphe.

En avant, Camarades de Barcelone, pour une Espagne soviétique! Fraternalisation avec les paysans trompés, dans l'armée de Franco, pour la lutte contre leurs oppresseurs communs, qu'ils soient fascistes ou antifascistes !

A bas le massacre des ouvriers et des paysans pour le compte de Franco, Azana et Companys !

Transformons la guerre impérialiste en Espagne en guerre classiste !

TRAVAILLEURS DU MEXIQUE !

Quand vous insurgerez-vous ?

Permettez-vous à la bourgeoisie mexicaine de répéter la même tromperie qu'en Espagne ? Non ! Vous faudra-t-il neuf mois de massacres pour comprendre cette tromperie ? Non ! Nous apprenons la leçon de Barcelone ! La tromperie de la Bourgeoisie espagnole a été possible seulement parce que les leaders avaient trahi, comme au Mexique, en abandonnant la défense des travailleurs à la magnanimité du gouvernement "ouvriériste" et parce qu'ils ont pu convaincre les travailleurs que la lutte contre le fascisme exigeait une trêve avec la Bourgeoisie républicaine.

Les leaders sociaux du Mexique ont abandonné la lutte de conquêtes économiques et ont intégré les travailleurs en les ligotant au gouvernement.

Tous les organismes syndicaux et politiques du Mexique appuient l'envoi d'armes de la part du Gouvernement de Cardenas aux assassins de nos camarades de Barcelone. Tous donnent leur appui à la démagogie du Gouvernement. Aucune organisation n'expose la véritable fonction du Gouvernement de Cardenas.

Si les travailleurs du Mexique ne forgent pas un parti véritablement classiste indépendant, nous subirons la même déroute que celle des travailleurs d'Espagne !

Seul un parti indépendant du prolétariat peut contrecarrer le travail du Gouvernement qui sépare les paysans des ouvriers avec la farce de la distribution de quelques lopins de terre de la lagune, pour les séparer des ouvriers industriels.

La lutte contre la démagogie du Gouvernement, l'alliance avec les paysans et la lutte pour la révolution prolétarienne au Mexique sous le drapeau d'un nouveau parti communiste, seront la garantie de notre triomphe et la meilleure aide à nos frères d'Espagne !

Alerte, travailleurs du Mexique !

Nous ne devons pas être surpris par le faux ouvriérisme du Gouvernement !

Plus d'armes aux assassins de nos frères d'Espagne !

Luttons pour un parti classiste indépendant !

A bas le Gouvernement de Front Populaire !

Vive la dictature du Prolétariat !

GROUPE DE TRAVAILLEURS MARXISTES mai 1937 - Mexico.

Perle de la bourgeoisie

GARCIA OLIVER, ministre anarchiste de la justice, émissaire du gouvernement pendant les journées de mai pour obtenir un cessez-le-feu :

Camarades : pour l'unité antifasciste, pour l'unité prolétarienne, pour ceux qui sont tombés dans la lutte, ne vous laissez pas entraîner par les provocations. Ne cultivez pas en ce moment le culte des morts. Que ce ne soient pas les morts, la passion pour les morts, pour vos frères tombés qui vous empêche, en ces moments, de réaliser le cessez-le-feu. Ne faites pas le culte des morts. Dans toute guerre civile, comme celle que nous vivons, il y a toujours des morts. Tous les morts de la grande famille antifasciste auront la même gloire, auront les mêmes honneurs. Je vous le dis comme je le pense. Vous me comprenez, vous me connaissez suffisamment pour savoir qu'en ce moment j'agis uniquement par impulsion de ma libre volonté, car vous me connaissez suffisamment, pour être convaincus que jamais, ni avant, ni maintenant, ni à l'avenir, jamais personne ne me fera prononcer une déclaration que je ne

ressente moi-même. Oui, après avoir dit cela, je dois ajouter : Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères; je m'incline devant eux et je les embrasse. Ce sont des victimes de la lutte antifasciste et je les embrasse tous sans distinction.

(message radiodiffusé le 4 mai 1937).

Le discours obscène de Garcia Oliver n'est autre que celui d'un nécrophile qui cherche à ressouder l'union sacrée antifasciste avec les cadavres des militants révolutionnaires tombés justement pour s'être révoltés contre cette sainte alliance bourgeoise, pour avoir dénoncé avec les armes le piège mortel de la solidarité nationale! Ce qu'il n'a pas réussi à faire du vivant des prolétaires insurgés, Garcia Oliver essaie de le réaliser avec leurs dépouilles et se révèle ainsi l'allié le plus ignoble de la bourgeoisie.

La guerre en Espagne

par

JEHAN

I. - LES TERMES DU PROBLEME

Nous ne pouvons comprendre les événements d'Espagne que si nous nous référons à la réalité historique se traduisant d'une part par la décadence du système capitaliste et, d'autre part, par la dépression profonde du mouvement ouvrier international.

Voyons rapidement de quoi il s'agit.

A propos de l'Espagne, on a beaucoup bavardé sur la "révolution bourgeoise" en "oubliant" qu'il s'agit là d'une notion anachronique balayée par l'évolution capitaliste et qui se rapporte à une époque de l'histoire bel et bien révolue. Les révolutions bourgeoises qui se succèdent à partir du milieu du XVIIème siècle, pendant deux siècles, expriment l'éclosion de la société nouvelle qui germa au sein de la féodalité.

Par contre, dans l'époque de l'Impérialisme décadent, la révolution bourgeoise perd sa signification historique puisque les conditions OBJECTIVES pour la disparition du capitalisme ont surgi. On peut seulement parler de Révolution bourgeoise en tant que TACHE particulière du prolétariat là où les conditions historiques ont fait obstacle au complet développement de l'organisation bourgeoise. Ce fut le cas pour la Russie où la première phase de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 à l'automne 1918, consacra le parachèvement de la révolution bourgeoise. Ce peut être également le cas pour l'Espagne. Evoquer ici la révolution bourgeoise comme tâche de la classe bourgeoise espagnole est aussi absurde que d'affirmer que l'avènement de celle-ci au pouvoir date de la proclamation de la République en avril 1931. C'est une ironie de l'Histoire que la bourgeoisie d'Espagne ne soit jamais parvenue à parachever son oeuvre économique-sociale alors qu'elle figure parmi les plus vieilles bourgeoisies d'Europe : elle est un des agents les plus actifs de l'accumulation primitive de même qu'elle peut s'appuyer, dès le XIIIème siècle, avant les autres nations, sur une forme primitive de parlement : les Cortès.

Mais c'est justement sa puissance prématurée qui a fait de l'Espagne le pays retardataire d'aujourd'hui. Puisant à plein dans ses richesses coloniales, ivre de son ascension vertigineuse, elle fut incapable de s'adapter aux transformations qui s'opérèrent dans la structure économique et sociale de l'Europe aux XVIème et XVIIème siècles, juste à l'époque où se précipite sa décadence. Pendant que les "nations" modernes, bases du capitalisme, se constituaient en Angleterre, en France, en Hollande, sous la poussée du centralisme étatique l'Espagne, sur la base de stagnation économique, ne parvenait pas à vaincre la force désagrégratrice des

tendances séparatistes. L'autonomisme espagnol, qui est bien plus un produit historique que géographique, au lieu de se diluer dans la "Nation", comme ce fut le cas en France notamment, trouva un aliment nouveau dans le parasitisme des classes dominantes qui gangrenait tout l'organisme social, qui paralysait les activités et initiatives de la bourgeoisie des villes et la fit se replier sur elle-même. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, l'esprit séparatiste est dominant en Espagne et que demain il y compliquera singulièrement les tâches de la révolution prolétarienne, d'autant plus que les courants agissant dans la classe ouvrière, loin de marquer la nécessité d'une lutte centraliste contre le capitalisme, favorisent la vitalité des tendances autonomistes¹.

La société espagnole, sous sa forme inachevée, mi-féodale mi-bourgeoise, n'en devint pas moins un rouage du système bourgeois de production, acquérant de ce fait une nature et un contenu bourgeois. Le capitalisme mondial s'appuya sur un amalgame de classes parasites formé d'une minorité spécifiquement bourgeoise, flanquée de féodaux "embourgeoisés", de nobles terriens, de congrégations cléricales, pour s'accaparer sommairement des ressources nationales par une exploitation féroce des masses ouvrières et paysannes. Jusqu'ici, l'instrument de cette exploitation, ce fut, à défaut d'un appareil étatique puissamment centralisé au service d'une bourgeoisie politiquement forte, une monarchie bureaucratique-militaire vivant sur la décomposition lente des classes dominantes, tout en sauvegardant leur existence un rapport social analogue, globalement, à celui qui existait en Russie sous le tsarisme. Cependant, en réalité, le capitalisme espagnol subissait depuis longtemps à l'état endémique, une crise sociale profonde qui le secouait périodiquement jusque dans son tréfonds et était le fruit amer de sa composition hétérogène, de la nature hybride de sa structure économique et politique. Mais cette crise ne résultait nullement du choc entre le féodalisme et les forces neuves d'une bourgeoisie révolutionnaire ; elle se résumait au sein des classes dominantes, en luttes de minorités se disputant le pouvoir et les prébendes où le prolétariat ne parvenait pas à intervenir en force politique indépendante. L'axe des luttes se déplaça toutefois lorsque le prolétariat industriel et agricole eut accru son poids spécifique dans l'économie. Nous savons que la neutralité de l'Espagne favorisa un certain développement économique, auquel contribua également une intervention plus massive du capital étranger dans l'exploitation minière et industrielle. Mais cette prospérité éphémère et toute relative ne fit qu'accélérer par après le processus de décomposition de la société espagnole, lorsque la crise économique mondiale eut à nouveau découvert brutalement la réalité de la décadence irrévocable du capitalisme (déjà révélée par la guerre impérialiste).

Dans un climat historique qui excluait une expansion nouvelle des forces productives sous SA FORME CAPITALISTE, il ne pouvait être question pour la bourgeoisie espagnole d'achever la révolution industrielle qu'elle avait été incapable de réaliser antérieurement. Loin de pouvoir songer à associer "son" prolétariat à une utopique prospérité (elle n'y songeait pas), elle avait au contraire pour tâche de l'asservir totalement et même de lui faire une large saignée si elle voulait seulement sauvegarder sa domination. Elle avait en somme à résoudre le problème qui se posait devant la bourgeoisie mondiale, tout en disposant de moyens beaucoup plus restreints que, par exemple les Etats capitalistes démocratiques. Si, de 1931 à 1936, elle échoua dans sa tentative de jouer la carte "démocratique", c'est en raison de sa faiblesse "congénitale" et non parce que le rapport des classes lui aurait été défavorable, ce qui est contredit par la réalité des situations. En effet, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la république démocratique, loin d'avoir favorisé le développement idéologique et politique du

¹ Le POUM ("Révolution Espagnole" du 21-10-36) commentant le statut d'autonomie du pays basque, voté par les Cortès fantômes le 1er octobre, considère qu'il s'agit là d'un appoint dans la lutte contre le fascisme et pour une société nouvelle.

prolétariat et, par conséquent la construction de son parti de classe, a contribué au renforcement des forces contre-révolutionnaires agissant dans les masses socialistes, staliniennes, anarcho-sindicalistes, tout en corrompant les faibles noyaux communistes sauvés de la débâcle de la IIIe Internationale.

On assiste en Espagne, sous une forme ramassée, à ce qui s'était produit dans les autres pays capitalistes dans l'ère du "renouveau" démocratique qui fit suite à la guerre impérialiste.

Si le critère internationaliste signifie quelque chose, il faut affirmer que, sous le signe d'une croissance de la contre-révolution sur l'arène mondiale, l'orientation politique en Espagne, de 1931 à 1936, ne pouvait que suivre une direction parallèle et non le cours inverse d'un développement révolutionnaire. Nous devons avoir cela présent à l'esprit si nous voulons tirer une leçon positive des événements d'Espagne depuis Juillet 1936. En outre, nous partons de cette opinion qu'une lutte prolétarienne nationale ne peut s'épanouir jusqu'à atteindre ses buts finaux et bouleverser par répercussion la situation internationale que pour autant que celle-ci contienne déjà des facteurs de MATURITE révolutionnaire. En considérant le problème par l'autre bout, cela signifie que, dans le cadre national, la révolution ne peut aboutir que comme le produit d'une situation révolutionnaire à l'échelle internationale. C'est seulement sur cette base que NOUS POUVONS expliquer les échecs de la Commune de Paris et de la Commune russe de 1903, aussi bien que la victoire du prolétariat russe en octobre 1917.

Il est incontestable que l'évolution spécifique du capitalisme espagnol a favorisé le développement de puissants facteurs OBJECTIFS de la Révolution en premier lieu, une bourgeoisie privée d'un pouvoir central solidement constitué, faiblement organisée et dont le champ de manoeuvres politiques était étroitement limité; en second lieu, une maturation très poussée des contrastes sociaux exprimant la pauvreté économique de l'Espagne ; et, en troisième lieu, la capacité combative des prolétaires et des paysans trempés au feu des luttes sporadiques qui jalonnent leur existence misérable.

Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat espagnol est plongé dans cette tragique situation que, tout en étant opposé à un "chaînon faible" du capitalisme mondial, il lutte dans les pires conditions parce qu'il est privé des instruments de son émancipation : le parti de classe et le programme de la Révolution. S'il devait encore subsister le moindre doute sur le rôle FONDAMENTAL du parti dans la Révolution, l'expérience espagnole, depuis juillet 1936, aurait suffi à le balayer définitivement. Même en assimilant l'attaque de Franco à l'aventure de Kornilov, en août 1917 (ce qui est faux historiquement et politiquement), le contraste reste frappant entre les deux évolutions. L'une, en Espagne, déterminant une progression de la collaboration des classes jusqu'à l'Union sacrée de toutes les forces politiques, l'autre, en Russie, se dirigeant vers une élévation de la lutte des classes aboutissant à l'insurrection victorieuse, sous le contrôle vigilant du parti bolchevik trempé en quinze années de luttes par la critique et de luttes par les armes.

Il fallait un miracle pour que le prolétariat espagnol pût se frayer "lui-même" son chemin de classe. Mais nous savons que les "miracles" sociaux ne se concilient pas avec la dialectique matérialiste.

II. - L'ORIGINE DES EVENEMENTS DE JUILLET

De par les conditions sociales qui la firent naître, la République démocratique de 1931 ne signifiait d'aucune façon l'avènement d'une bourgeoisie révolutionnaire faisant table rase des derniers vestiges féodaux. Nous avons dit pourquoi il ne pouvait être question de réaliser le

programme intégral de la révolution bourgeoise. En réalité, la "Révolution" d'avril 1931, née sous la poussée d'une succession de grèves qui n'avaient fait que se développer après la chute de Primo de Rivera, un an auparavant, se borna à substituer la forme républicaine de domination capitaliste à une autre forme de domination capitaliste devenue impossible : la monarchie pourrie d'Aphonse XIII. Mais elle laissa intact l'appareil oppressif de l'Etat bourgeois : la bureaucratie, la police, le militarisme. Seul le personnel politique teinté de radicalisme et de socialisme fut modifié. Le Gouvernement provisoire, véritable manteau d'Arlequin, révéla cependant son homogénéité en ce qu'il ne se composait que d'ennemis irréductibles du prolétariat, depuis les républicains de droite de Zamora, monarchistes repentis, jusqu'à la gauche socialiste de Caballero (ex-conseiller de Primo de Rivera), Prieto, de los Rios, en passant par le centre radical, allant de Leroux à Azana. Par opportunisme politique, la "république des travailleurs" jeta en pâture aux ouvriers et paysans un programme d'amélioration économique et la réforme agraire qui n'avaient pour objet que de les détourner de leur lutte directe contre le capitalisme, mais n'étaient nullement destinés à être traduits en réalisations concrètes.

La bourgeoisie "républicaine" pas plus que précédemment lorsqu'elle était monarchique ne pouvait songer à résoudre les complexes problèmes économiques posés devant elle, à développer son outillage industriel, à assainir son économie agraire en la pourvoyant d'eau et d'instruments modernes, à procurer du pain aux masses prolétariennes et paysannes. En somme, il ne s'agissait pas de fonder les bases d'une accumulation intense de profits et de moyens de production dans un climat historique qui étouffait toute possibilité d'expansion, mais il fallait faire face à une crise économique qui exaspérait davantage les contrastes sociaux, faisant se lever des lames de fond que le capitalisme espagnol espérait pouvoir résorber en misant sur le tableau de la "Démocratie".

On imagine à quel point la dépression mondiale, qui avait ébranlé les Etats capitalistes les plus puissants, avait dû élargir les crevasses nombreuses de l'économie arriérée de l'Espagne. Son centre vital, le secteur agraire, avait été particulièrement entamé par un effondrement, en volume et prix, des exportations qui constituaient antérieurement les 2/3 des exportations totales. La profondeur de ce désastre peut être mesurée par un rappel des particularités structurelles de l'agriculture espagnole. Celle-ci, au point de vue social, fixe en effet le sort des 70 % de la population totale - sur cinq millions de travailleurs espagnols (non compris leurs familles), trois millions et demi ne possèdent le moindre lopin de terre en propre; parmi eux, il y a deux millions de prolétaires (à peu près le chiffre des prolétaires industriels) qui chôment la moitié de l'année et dont le revenu annuel ne dépasse pas sensiblement un million de francs belges. En réalité, 85 % du total des travailleurs ne disposent que de 13 % de la superficie des terres arables ; 14 % de paysans aisés possèdent 35 % et 1 % formé de gros propriétaires et congrégations religieuses, détiennent plus de la moitié des terres. En outre, les 3/4 des exploitations ont moins d'un hectare. Le chômage endémique, les impôts écrasants en dépit de la précarité des revenus, la dîme cléricale qui n'a pas disparu, la cherté des produits font que la population agricole pour les 4/5 vit une situation de famine permanente et de dénuement indescriptible.

Au point de vue économique, deux caractéristiques essentielles : un équipement technique médiocre et la pénurie d'eau qui, dans certaines régions est grave au point que la propriété PRIVEE sur l'eau y existe.

De telles conditions économique-sociales expliquent la pénétration de l'idéologie petite-bourgeoise des anarchistes dans le cerveau de millions de paysans-prolétaires obsédés par la possession de la terre en même temps que la combativité ardente de la paysannerie. Cela ne

signifie pas que le problème agraire se posera devant le prolétariat espagnol sous le même angle qu'il s'est posé en Russie. Nous croyons que les conditions géographiques (moindre étendue et problème de l'irrigation) juxtaposées à l'existence d'un prolétariat agricole très dense, feront que la production collective devra prendre le pas sur le mot d'ordre bourgeois du partage des terres, sur la base de la nationalisation intégrale du sol en tant que parachèvement de la révolution bourgeoise.

Par rapport à l'économie agraire, le secteur industriel occupe une place secondaire ; mais, par analogie avec la structure de la Russie tsariste, le prolétariat - puissamment concentré en quelques régions - occupe dans la production une position qui en fait nécessairement, du point de vue historique, la seule classe révolutionnaire. Par conséquent, son dynamisme allié à celui de la paysannerie rendait très complexe la tâche de la République démocratique se posant comme objectif essentiel de contenir les contrastes de classes et de détruire toute possibilité de développement de la CONSCIENCE prolétarienne. A ce point de vue, les desseins capitalistes ont parfaitement réussi. Non pas que les masses soient restées inactives ; au contraire. Avec l'avènement de la République, l'action ouvrière s'est amplifiée. Les cinq années d'idylle démocratique sont jalonnées de grèves, locales et générales, d'émeutes, de "révoltes" paysannes que couronne le mouvement insurrectionnel d'octobre 1934. Mais chaque fois les masses sont restées sous l'emprise du programme démocratique bourgeois et des forces politiques qui s'en faisaient les défenseurs parce que dans le feu de leurs luttes ils ne parvenaient pas à y opposer le programme de la révolution prolétarienne et les organes capables de la réaliser. Non seulement la République s'incorpora les partis socialiste et stalinien, et l'U.G.T., mais elle bénéficia, plus largement encore qu'auparavant, du confusionnisme anarcho-syndicaliste de la C.N.T. De plus, elle parvint à empêcher toute clarification au sein des faibles noyaux communistes qui vivotaient, et par conséquent étouffa toute possibilité de création de bases pour la fondation du parti de classe. Chaque fois que les masses recouraient à l'action directe et menaçaient les privilèges capitalistes, la République leur envoyait du plomb.

Ces quelques conclusions peuvent être dégagées d'une brève analyse de la période qui va d'août 1931 à juillet 1936. Déjà immédiatement après l'instauration du régime "démocratique", l'agitation et les grèves prirent de telles proportions que l'UGT et le parti socialiste durent "exhorter" les ouvriers à reprendre le travail tout en assurant le Gouvernement de leur volonté de défendre la République. Après les élections aux Cortès constituantes de juin, assurant une majorité républicaine-socialiste, les grèves se rallument et à Séville (où la C.N.T. avait déclenché la grève générale) ont lieu des fusillades de prolétaires. La vague gréviste s'étend jusqu'en octobre; à ce moment, le gouvernement se "radicalise". Zamora fait place à Azana qui exclut la droite tout en conservant l'aventurier Lerro, radical-centriste.

Azana s'empresse de faire voter la loi de la défense de la République qui veut pratiquement empêcher les grèves en imposant le préavis, qui instaure l'arbitrage obligatoire et les commissions paritaires. En outre, elle déclare hors la loi les syndicats qui passent outre à l'obligation du préavis.

En décembre, nouveau glissement à gauche avec le cabinet Azana-Caballero et l'exclusive contre Lerro qui se borne à une radicalisation verbale du programme initial, notamment de la question agraire. Peu après, il passe à la répression de la tentative des anarchistes d'instaurer les communes libertaires dans la région de Barcelone. En compensation, on projette d'exproprier les terres "mal cultivées".

En août 1939, la Droite donne un coup de sonde en déclenchant une attaque militaire à Madrid et à Séville (Sanjurjo) qui échoue.

En septembre, les Cortès votent la "réforme" agraire consistant en la vente des terres les plus mauvaises par RACHAT par les paysans !

Au début de 1933, nouvelle vague de grèves illustrées du massacre à Casas Viegas (Cadix) d'ouvriers désarmés et prisonniers et de la répression féroce des "occupations" de terres.

L'automne 1933 marque une conversion politique vers la droite, avec l'élimination d'Azana par M. Barrios, et la création du parti catholique populaire de Gil Roblès. Les élections aux Cortès auxquelles on a convié les femmes, confirment la nouvelle orientation, par le triomphe des agrariens et des radicaux de Lerroux.

Une réaction ouvrière générale d'inspiration anarcho-syndicaliste provoque le sabotage de l'UGT et des socialistes chiens fidèles de la République et la répression violente de Barrios.

Puis se succèdent les cabinets Lerroux glissant de plus en plus à droite jusqu'à recevoir ouvertement l'appui de Gil Roblès pendant que le parti socialiste fait du "gauchisme" sous l'inspiration de Caballero, afin de pouvoir mieux étrangler les luttes ouvrières en perspective.

Surviennent les événements d'octobre 1934 où, dans les Asturies, socialistes et staliniens parviennent à diriger l'insurrection vers le massacre, tandis qu'en Catalogne, la grève générale, qui éclate spontanément en dépit de l'absentéisme préconisé par les anarchistes, est rapidement étouffée par la CNT elle-même qui, outre cela, en avait empêché le déclenchement en Andalousie, Estramadure, Valence et Aragon.

Les événements qui suivent montrent que la situation politique évolue vers une impasse. En effet, les cabinets du centre-droit, où participe finalement Gil Roblès en personne, ne parviennent pas à affronter les problèmes complexes qui se posent et, en décembre 1935, c'est la crise et la dissolution des Cortès suivie du triomphe électoral du Front Populaire.

La composition même de ce Front Populaire révèle déjà à quel point la décomposition du mouvement ouvrier progressa depuis avril 1931. En effet, ce Front va des républicains "tièdes" de Barrios au POUM, "avant-garde prolétarienne", en passant par la gauche catalane, celle d'Azana, les socialistes, staliniens et syndicalistes indépendants de Pestana. Même l'anarcho-syndicaliste contribua à sa victoire. Toutes ces forces révéleront d'ailleurs brutalement une fonction capitaliste après l'irruption des événements de juillet. En réalité, la courte gestion du Front Populaire ne fit que préparer les éléments de l'attaque qui allait amorcer la politique nouvelle de violence du capitalisme. D'une part, ceux même qui allaient déclencher le "complot", les Franco, Mola, Caballero, Sanjurjo, reçurent l'investiture de la République du Front Populaire; d'autre part, le sabotage des luttes ouvrières fut poursuivi par l'UGT et les staliniens dénonçant les "provocateurs" anarchistes et les grèves "indisciplinées".

En outre, l'impuissance bourgeoise, encore accrue, a réalisé des réformes "démocratiques", juxtaposée à l'aggravation des contrastes sociaux et mise en relief par la "victoire" du Front Populaire, précipitait les événements.

A la veille de juillet, LIVRES A EUX-MEMES, les ouvriers s'apprêtaient à livrer de nouvelles batailles sans issue. Déjà, une grande grève du bâtiment était engagée à Madrid depuis juin et déclarée illégale par le gouvernement de Quiroga.

III. - GUERRE ANTIFASCISTE OU GUERRE DE CLASSES ?

Le cde H....., à la fin de son rapport, considère qu'une politique prolétarienne doit être basée SUR CE QUI EST, par exemple sur le fait que les ouvriers espagnols, en juillet 1936, ont laissé échapper le pouvoir qu'ILS AVAIENT EN MAINS, paraît-il. Mais une analyse marxiste ne peut évidemment pas se satisfaire d'un enregistrement des faits.

De ceux-là elle doit dégager la nature réelle et les causes si elle veut pouvoir tirer les conclusions positives des expériences de la lutte des classes. Ce n'est pas déprécier la capacité combative déployée par le prolétariat espagnol que de rechercher POURQUOI, malgré son héroïsme et son puissant instinct de classe, il n'a pas atteint cette conscience révolutionnaire qui lui eût permis de parachever sa victoire initiale sur Franco en balayant l'ensemble de la classe capitaliste, comme de dénoncer les forces et la politique qui lui ont barré la route du pouvoir.

Construire une politique prolétarienne sur la réalité des faits est nécessaire, mais elle n'est valable que pour autant qu'on ne dénature pas ces faits, c'est-à-dire pour autant qu'on les évalue exactement en fonction du rapport des classes qu'ils expriment, rapport qui doit être mesuré internationalement aussi bien que nationalement. De plus, cette politique, pour ne pas tomber dans l'empirisme vulgaire, doit absolument s'inspirer des principes déjà élaborés précédemment au feu des expériences historiques, tels les critères du Parti et de l'Etat.

Pour ce qui est des événements se succédant dans les premières semaines après le 19 juillet, pouvait-on sur leur aspect EXTERIEUR leur attribuer la signification d'une révolution prolétarienne en marche - alors que les prémisses politiques réellement posées contredisaient une telle hypothèse. Il est vrai que les gens du POUM nous ont répondu par après que: "Les ouvriers ont abattu le fascisme et se battent pour le socialisme" (Nin, le 6-9-36). Ou bien qu' "il faut faire la Révolution prolétarienne". "En Catalogne, la dictature du prolétariat existe déjà" (Nin) ; ou encore : "Nous assistons en Espagne à une profonde Révolution sociale ; notre Révolution est plus profonde encore que celle qui a entraîné la Russie en 1917". En ce qui concerne la notion du Parti, ils ajoutaient: "La dictature du prolétariat ne peut être exercée par UN SEUL SECTEUR du prolétariat, mais par tous les secteurs, sans aucune exception. Aucun parti ouvrier, aucune centrale syndicale n'a le droit d'exercer aucune dictature" (!).

Telle était la conception "révolutionnaire" de ceux qui se piquaient d'être à l'avant-garde du prolétariat espagnol.

Nous connaissions déjà la thèse opposée, du camp des socialistes et staliniens, des défenseurs de "l'ordre républicain dans le respect de la propriété", de "l'Espagne démocratique et libre" qui considèrent qu'il ne s'agit pas du choc des deux classes fondamentales de la société capitaliste, Bourgeoisie et Prolétariat, mais de la lutte entre Fascisme et Démocratie.

Il est vrai que l'évolution des événements a démontré par après que la différenciation de conceptions de ces divers courants était purement verbale puisqu'elle se fondait dans la réalité d'une Union Sacrée contre le Fascisme.

Ici se pose une deuxième question: comment cette union sacrée a-t-elle été rendue possible ? Doit-on l'expliquer uniquement par l'activité des courants agissant au sein du prolétariat qui dirigèrent la lutte antifasciste dans une voie contre-révolutionnaire; ou bien doit-

on rechercher ses racines dans la phase initiale de transformation de la lutte prolétarienne en cette même lutte ANTIFASCISTE ? Une troisième question vient se rattacher à la précédente : la guerre antifasciste UNILATERALE est-elle l'expression de la volonté des ouvriers ou le produit d'une manœuvre politique de la bourgeoisie démocratique?

Marquons immédiatement ceci: D'un côté, l'attaque de Franco ne représente pas un coup d'Etat militaire, un pronunciamiento venant s'ajouter à la série des pronunciamientos antérieurs, mais il s'agit incontestablement d'une offensive du capitalisme espagnol dans son ensemble; comme cela découle de l'analyse qui précède, tandis qu'au surplus, le "complot" s'organisa avec la complicité tacite de la République du Front Populaire. De l'autre côté, la riposte ouvrière est absolument spontanée et irrésistible, au point qu'elle parvient à balayer la passivité des courants "ouvriers" et l'hostilité sourde de la bourgeoisie "républicaine" dont Zamora, plus tard, pourra dire qu'elle n'aurait nullement songé à résister à Franco si elle n'y avait été poussée par les masses. L'adaptation capitaliste à une situation dominée par l'initiative et l'élan des ouvriers est flagrante. L'Histoire n'abonde-t-elle pas d'ailleurs en exemples illustrant la souplesse politique de la bourgeoisie et sa capacité à redresser une situation compromise, pourvu que soit sauvegardé dans ses fondements, si pas dans ses formes, son Etat, condition de son pouvoir politique et économique. Car le problème est là et nous y reviendrons au chapitre suivant. Ce qui en l'occurrence doit retenir notre attention, ce ne sont donc pas les aspects contingents de la lutte, mais l'altération du contenu de cette lutte, alors que le prolétariat trompé sur la valeur politique des républicains bourgeois de Madrid et de Barcelone s'abstient de diriger ses coups contre eux, tout comme contre Franco, et se laisse ainsi illusionner sur la signification de son succès immédiat.

A cet égard, les faits parlent clairement. C'est précisément après le 19 juillet que le prolétariat (nous visons surtout celui de Barcelone) en conjuguant sa lutte armée avec la grève générale (la première étant conditionnée par la seconde) parvint à s'avancer le plus loin dans le chemin révolutionnaire, à acquérir le maximum de conscience politique compatible avec son immaturité idéologique, à porter la lutte SOCIALE à sa plus haute tension. Ici le cde H....., se met en contradiction évidente avec la réalité lorsqu'il affirme que la " grève générale économique est impossible sous la menace des fusilleurs ", puisque au contraire, elle contribua à la défaite de Franco et qu'elle se poursuivit encore pendant plus d'une semaine et que ce ne sont pas les ouvriers qui y mirent fin "consciemment", mais les organisations qui les dominaient : CNT, UGT, POUM. Pour un marxiste, il ne peut d'ailleurs pas être question d'opposer abstraitement la grève générale à l'insurrection, comme le fait le cde H....., mais bien de relier la première à la seconde, de fondre les deux luttes dans la bataille ultime contre le capitalisme. C'est ce qui se réalisa d'emblée en Espagne et surtout en Catalogne. La grève générale s'éleva immédiatement sur le plan politique et insurrectionnel pendant que les ouvriers posèrent leurs revendications matérielles : la semaine de 36 heures, l'augmentation des salaires, amorcèrent l'expropriation des entreprises. sans cependant parvenir, - en l'absence d'un parti de classe - à percevoir la nécessité fondamentale de destruction de l'Etat capitaliste. Mais cette vision, ils pouvaient l'acquérir par la suite, au cours du processus de formation du parti, à condition de se maintenir sur une base de lutte pour leurs intérêts de classe, leurs conditions matérielles, la seule qui pouvait les opposer directement à L'ENSEMBLE de la classe capitaliste.

Ce fut l'inverse qui se réalisa de par les conditions historiques où se trouve le prolétariat espagnol, de par la contradiction insoluble où il se trouva plongé, d'avoir à résoudre le problème du pouvoir sans détenir le programme de la Révolution. Très rapidement, en effet, la grève de classe initiale se transforma en une guerre opposant les ouvriers à d'autres ouvriers,

les paysans à d'autres paysans, mais sous le contrôle exclusif de la bourgeoisie, de Franco et d'Azana, dont le pouvoir avait été ébranlé, mais NON ANEANTI ².

PUISQUE CE POUVOIR RESTAIT DEBOUT, la Généralité de Catalogne notamment, pouvait tranquillement légaliser les actions des ouvriers sur le terrain économique, faire chorus avec les courants "ouvriers" qui, tous, indistinctement, illusionnaient les ouvriers sur les expropriations, le contrôle ouvrier, le partage des terres, l'épuration de l'armée et de la police, etc. mais gardaient un silence criminel sur la réalité terriblement effective, si pas apparente, de l'existence de l'Etat capitaliste.

Il importe donc par conséquent de dégager la signification réelle des événements du début, qui sont d'importance fondamentale car nous considérons que leur contenu politique fut le facteur déterminant de l'évolution ultérieure des situations.

Les milices prolétariennes, surgies spontanément de la fermentation sociale, étaient très vite placées sous le contrôle du Comité Central des Milices, amalgame politique à prédominance capitaliste puisque les partis bourgeois socialiste et stalinien y comptaient une majorité de délégués.

Mais le facteur décisif, à notre avis et nous y reviendrons, qui bouleversa la situation de fond en comble, ce fut le déplacement d'axe de la lutte prolétarienne. A l'objectif de classe se substitua l'objectif antifasciste. Les revendications naturelles des ouvriers sont subordonnées aux "nécessités" de la victoire sur Franco. Le front militaire prend la place du front de classe, l'orientation des événements est désormais modifiée de 180 degrés, non pas parce que les forces capitalistes en ont repris la direction, mais PARCE QU'ILS ONT CHANGE DE SUBSTANCE.

Le cde H....., niera que la guerre sur les fronts a éteint la lutte des classes; cette preuve contraire, il la trouve dans la possession et l'administration des entreprises par les ouvriers de Barcelone, ici le cde H....., se laisse trop guider, nous semble-t-il, par les aspects extérieurs des gestes ouvriers sans s'arrêter à leur signification politique et sans les relier AU RAPPORT REEL DES CLASSES, en définitive le seul critère marxiste en considération. Le cde H....., n'a pas tenu compte non plus d'une série de manifestations étroitement solidaires qui nous fournissent la preuve que la lutte MILITAIRE contre Franco ne pouvait émaner de la "volonté" ouvrière, bien qu'elle se réalise avec leur "consentement" (mais que vaut ce consentement en l'absence d'un parti de classe ?), mais de la manoeuvre capitaliste d'étranglement de la révolution prolétarienne.

Déjà aux environs du 24 juillet, l'UGT et la CNT (le POUM restant sur l'expectative) pouvaient intervenir pour refouler la lutte revendicative, d'autant plus facilement que la Généralité de Companys, tout comme elle avait légalisé les Milices et leur Comité central, avait pris le taureau par les cornes et décrété la semaine de 40 heures, une hausse de 15 p. c. sur les salaires, assuré le salaire plein aux ouvriers en lutte, et rétabli par conséquent un certain équilibre social se traduisant par le retour de "l'ordure" dans la rue. La CNT, organisme majoritaire de Barcelone, peut alors préconiser la reprise du travail dans les entreprises alimentaires, dans les services publics et dans celles des industries qui peuvent "appuyer" la lutte antifasciste. Deux jours après, le POUM fait de même afin, dira-t-il, d'assurer la

² Nous citerons pour mémoire une "fantaisie" de l'Union Communiste de Paris qui considère que la guerre antifasciste est une guerre de classe opposant deux armées de classe (!), l'une constituée, du côté de Franco, d'officiers, de phalangistes, de requêtes et autres carlistes, tous éléments bourgeois et petits bourgeois et de mercenaires marocains ; l'autre, du côté des "républicains", des milices ouvrières à contenu prolétarien.

fabrication de bombes, blindages, etc. ! Ce n'est pas un produit du hasard si, en même temps, les objectifs prolétariens sont brouillés et si les ouvriers sont écartés des centres vitaux du capitalisme, Barcelone, Valence et Madrid, et éparpillés dans la campagne espagnole de Huesca, Teruel, Saragosse, Guadarama, afin de détruire les "derniers repaires fascistes", figés ensuite sur les fronts militaires, et plongés, en fin de compte, dans l'atmosphère asphyxiante de la guerre, qui dissipe les dernières bribes de conscience qui pouvaient subsister. Avec l'extinction complète de la grève générale, vers le 28 juillet, le danger prolétarien était complétement écarté, la domination bourgeoise sauvegardée et c'est pourquoi les ouvriers pouvaient être parfaitement laissés à leurs illusions de pouvoir économique, puisque celui-ci ne pouvait s'exercer que pour les besoins de la guerre antifasciste et non servir d'appui à la conquête du pouvoir politique.

A notre avis, la thèse du cde H....., est viciée à sa base, parce qu'elle ne contient pas la critique fondamentale de la guerre impérialiste EN SOI. Pour nous c'est celle-ci qui, de par sa NATURE CAPITALISTE, porte en elle la défaite prolétarienne. Pour le cde H....., c'est parce qu'elle est conduite par les "conciliateurs" qu'elle mène à la défaite. Voilà la divergence essentielle. Et ici s'impose la plus grande clarté.

Le cde H....., commence par repousser la thèse de la lutte UNILATERALE contre le fascisme: "une lutte réelle contre le fascisme ne peut être menée que par le prolétariat luttant pour le socialisme" (page 10). Mais poser la question du socialisme, c'est poser la question de la conquête du pouvoir et celle de la destruction de l'Etat capitaliste et alors il ne s'agit plus de dissocier le Fascisme du capitalisme. La lutte des classes s'identifie totalement avec la lutte révolutionnaire en vue de jeter bas le capitalisme. Elle se développe évidemment contre l'ensemble de la classe bourgeoise, contre Franco comme contre Azana et Companys. Mais elle ne peut se dérouler sur deux plans divergents, elle ne peut se mener à la fois sur un front militaire et sur le front des classes, parce que le 1er FUSIONNE les classes (et il n'en est jamais autrement) tandis que le second les oppose irréductiblement. Pour le cde H....., la "lutte contre les conciliateurs ne s'oppose pas à la lutte contre le fascisme; elle ne fait qu'un avec cette dernière. Le front des conciliateurs est un front qui unit pour le moment AVEC LE CONSENTEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE - c'est très important - plusieurs classes" (p. 27).

Ainsi le cde H....., bien qu'admettant que la lutte antifasciste se poursuit sous le régime de la collaboration de classe et de la défense des intérêts capitalistes, se refuse néanmoins à en reconnaître le contenu impérialiste et continue à affirmer que "la lutte militaire contre Franco était une condition de vie ou de mort pour le prolétariat espagnol" (p. 26). Cela équivaut, qu'il le veuille ou non, à une position de "défense nationale" assimilable à celle prise en 14 par les socialistes belges et français défendant les "libertés démocratiques" contre le "militarisme prussien". Prudemment, il avait dit (p. 22), que le fait d'avoir mis au premier plan la défense militaire a "retardé la différenciation sociale dans le camp antifasciste" et que cela eut pour effet de "river à nouveau le prolétariat espagnol à la défense du système capitaliste, grâce au gouvernement d'Union Sacrée "Mais il est, d'autre part, faux d'affirmer que les revers militaires ont freiné la lutte révolutionnaire" (p. 21), alors qu'au contraire, les faits démontrent que la guerre des classes a été étouffée par la guerre antifasciste. Même "victorieuse", la lutte antifasciste devait représenter une défaite prolétarienne, tout comme la victoire sur le militarisme allemand, en 18, a raffermi la domination des bourgeoisies "démocratiques".

On peut considérer à la rigueur que, dans ses manifestations, la guerre en Espagne n'est pas absolument assimilable à la guerre impérialiste puisque celle-ci oppose directement des clans bourgeois antagoniques, tandis que la première oppose la bourgeoisie au prolétariat, non

pas sous l'aspect de la démocratie contre le fascisme, mais sous celui d'une lutte où le prolétariat ne joue aucun rôle indépendant, où il se fait massacrer au profit d'une MEME bourgeoisie qui joue sur deux tableaux : le front fasciste et le front antifasciste, en somme sous l'aspect d'une "guerre de classes" où le prolétariat est absent en tant que classe consciente de ses intérêts et de ses buts ; c'est ce qui nous ramène tout de même aux caractéristiques fondamentales de la guerre impérialiste. Ne voit-on pas d'ailleurs l'Espagne apparaître de plus en plus comme un puissant bouillon de culture des contrastes impérialistes que le capitalisme mondial parvient encore à circonscrire mais qui, demain, peuvent allumer le conflit général ?

Aujourd'hui que, sous l'évidence des faits, le cde H....., paraît s'orienter vers le "défaitisme" vis-à-vis de la lutte militaire en Espagne, nous lui demandons aussi d'admettre que l'ANTIFASCISME devait conduire à l'impasse actuelle.

IV. - ETAT CAPITALISTE ou ETAT PROLETARIEN

L'aspect extérieur des événements qui se sont succédés après le 19 juillet (surtout en Catalogne) a fait singulièrement reléguer à l'arrière-plan les deux conceptions centrales du marxisme : sur l'Etat et sur le Parti, - alors que la révolution d'octobre 1917 les avait lumineusement mises en évidence, en DETRUISANT l'Etat capitaliste et en substituant au pouvoir de la bourgeoisie celui du prolétariat s'exprimant au travers de son parti.

Pour ce qui est de l'Espagne, on a beaucoup évoqué la Révolution prolétarienne en "marche", bavardé sur la dualité des pouvoirs, le pouvoir "effectif" des ouvriers, la gestion "socialiste", la "collectivisation" des usines et des terres, mais à aucun moment là-bas, le problème de l'Etat comme celui du Parti, n'ont été posés sur des bases marxistes. Au contraire, l'équivoque y a triomphé sur toute la ligne en tant qu'expression de la confusion idéologique imprégnant ceux qui se disaient les conducteurs de la Révolution : la CNT et le POUM.

Il est vrai que les facteurs révolutionnaires objectifs, dont nous avons parlé au début : faiblesse politique de la Bourgeoisie, dynamisme des masses appuyé sur de puissants contrastes sociaux, conjugués activement dans une situation extrême, ont pu un moment fausser les appréciations de la réalité; mais ces mêmes facteurs ont, par contre, révélé leur côté NEGATIF en l'absence du facteur subjectif: le parti, seul capable, appuyé sur les masses, d'associer les facteurs objectifs à la réalisation du programme de la Révolution, de poser concrètement le problème de la destruction COMPLETE de l'appareil étatique bourgeois, condition de la révolution sociale. A ce problème fondamental, on a substitué celui de la destruction des "bandes fascistes" et l'Etat bourgeois est resté debout, tout en prenant figure "prolétarienne". Mais on a laissé planer l'équivoque criminelle de sa destruction PARTIELLE et à l'existence d'un "pouvoir ouvrier réel", JUXTAPOSE au "pouvoir de façade" de la Bourgeoisie, qui se serait concrétisé en Catalogne dans deux organismes "prolétariens", le Comité central des Milices antifascistes et le Conseil de l'Economie. En même temps qu'on reconnaissait un seul pouvoir effectif : celui des ouvriers, on parlait de DUALITE DE POUVOIRS, en passant outre à la contradiction grossière ainsi révélée, car dualité de pouvoirs signifie coexistence, seulement temporaire de DEUX POUVOIRS REELS, la dualité devant inévitablement se fondre en L'UNITE du pouvoir, au profit exclusif de la bourgeoisie ou au profit exclusif du prolétariat.

Nous savons que la réalité fut toute différente et qu'elle n'exprima ni le pouvoir unique des ouvriers, ni même la dualité des pouvoirs parce qu'à aucun moment la bourgeoisie ne se vit opposer le PROGRAMME DE LA REVOLUTION prolétarienne et que la substance politique du pouvoir resta totalement bourgeoise. Car c'est le fond de la question. Une dualité de pouvoirs met face à face deux organismes gouvernementaux opposés par la base, le

programme et la politique de classe. La première et la seule expérience de dualité de pouvoirs fut jusqu'ici celle apportée par la révolution russe de février à octobre 1917. Encore Lénine ne manqua-t-il pas de souligner que durant cette période le pouvoir prolétarien bien que fondé sur les Soviets, puissante organisation de masses, n'était qu'un pouvoir embryonnaire, qui n'existait effectivement que dans la mesure où les Soviets exerçaient le pouvoir ; ce qui pour lui signifiait **DANS LA MESURE** où le parti de classe étendait son influence au sein des Soviets, dans la mesure où les communistes, armés du programme de la Révolution, libéraient les prolétaires de l'idéologie bourgeoise et dirigeaient l'initiative des masses. Et Lénine ajoutait que le pouvoir bourgeois subsistait d'autant plus effectivement "qu'il s'appuyait sur un **ACCORD** direct et indirect, formel et réel avec les Soviets", et ce, à cause du **MANQUE DE CONSCIENCE DES PROLETAIRES**. Mais la lutte des classes grandissante et le renforcement du Parti bolchevik bouleversèrent ce rapport de forces et engendrèrent octobre 1917.

En Espagne, après le 19 juillet 1936, ne se trouva nulle part trace d'organisations de masse pouvant s'apparenter aux Soviets, ni de l'opposition de deux politiques de classe d'où pouvait sortir un "octobre" espagnol. Il n'exista pas de pouvoir prolétarien embryonnaire, parce qu'il n'eut même pas le temps de surgir de l'effervescence initiale.

Et les Milices antifascistes ? dira-t-on. Et le Conseil de l'Economie ? Si les Milices paraissent bien avoir été une création spontanée des masses, en riposte à Franco, ces masses n'eurent malheureusement pas la possibilité d'en faire des organisations de masse qui eussent pu devenir l'embryon du pouvoir prolétarien en même temps qu'un instrument puissant de guerre civile. Eux et leurs milices furent immédiatement happés par les partis "ouvriers" et placés sous la direction de ce fameux Comité des Milices qui, en imprimant un caractère **PARITAIRE** aux milices, leur enlevait toute possibilité de devenir un organisme **UNITAIRE** et par conséquent, creusait la fosse de la Révolution prolétarienne. De l'aveu même du **POUM**, la composition du Comité excluait toute prépondérance prolétarienne. Mais d'autre part était exclu également tout travail de pénétration communiste au sein des Milices par la dispersion extérieure sur les fronts et la tension intérieure des énergies ouvrières vers la menace antifasciste. La menace qui avait plané pendant quelques jours sur le pouvoir bourgeois disparut rapidement et celui-ci n'eut plus qu'à s'adapter temporairement à la situation de fait qui, pour lui, ne pouvait qu'évoluer favorablement, puisqu'avec la création du Comité Central - des Milices et du Conseil de l'Economie - organismes **GREFFES** sur l'Etat capitaliste - avaient été jetées les bases de l'Union Sacrée qui allait présider au massacre des prolétaires.

Les rouages essentiels de l'Etat restèrent intacts :

L'**ARMEE** (elle n'était pas fort importante) prit d'autres **FORMES** - en devenant la milice - mais elle garda son contenu bourgeois en défendant les intérêts capitalistes dans la guerre antifasciste.

La **POLICE**, formée des gardes d'assaut et des gardes civils ne fut pas dispersée, mais elle s'effaça quelque temps (dans les casernes) pour réapparaître en temps opportun.

La **BUREAUCRATIE** du pouvoir central continua à fonctionner et elle étendit ses ramifications au sein du Comité des Milices et du Conseil de l'Economie dont elle ne devint nullement l'agent d'exécution, mais dont elle inspira au contraire les directives conformes aux intérêts capitalistes.

De la politique économique développée par ces organismes en conjonction avec le Gouvernement de la Généralité, "L'Information", de Paris, peut dire dès le début d'août ³, qu'elle ne sortait pas des cadres capitalistes. Les décrets sur la collectivisation - qui sont sortis fin octobre - malgré leur formulation radicale, peuvent difficilement représenter un progrès "socialiste" sur le mois d'août, alors que la situation des classes évolue, non vers la révolution prolétarienne, mais vers le raffermissement de la domination bourgeoise. La signification sociale des mesures de collectivisation est clairement dégagée par le contenu du pacte conclu le 22 octobre (les décrets sont du 24) entre les anarchistes et les socialo-staliniens (à l'exclusion du POUM) dans lequel il est question de la collectivisation de tout ce qui est nécessaire aux BESOINS DE LA GUERRE.

Au surplus l'expérience historique nous montre qu'il ne peut être sérieusement question de collectivisation, de contrôle ouvrier, de révolution socialiste, AVANT l'abolition du pouvoir POLITIQUE de la bourgeoisie. Le cde H....., dans son rapport, a fait l'inverse, et il faut bien constater que la méthode adoptée fausse son analyse.

Il commence par affirmer (p. 11), l'ampleur de la "révolution socialiste", sur la base des décrets sur la collectivisation, dont nous venons de parler et qui, pour lui, marquent un profond bouleversement des rapports de classe et du régime de la propriété privée (en octobre) ⁴. Mais au chapitre suivant (p. 14), lorsqu'il aborde l'aspect politique du problème, il lui faut d'abord admettre que, puisque la conquête du pouvoir n'a pas été posée sérieusement par aucun parti ouvrier, il n'y a pas à présent de révolution socialiste en Espagne.

Pour H....., comme pour nous, il est clair que l'Etat bourgeois n'a pas été détruit et qu'il a seulement assoupli ses méthodes de domination sous l'empire des faits. Pour H....., aussi, les organes du pouvoir prolétarien, les organismes unitaires où les masses auraient pu développer leur conscience politique n'ont pas été créés, même à l'état embryonnaire. Pour nous, par surcroît, il n'exista pas de pouvoir ouvrier, même un jour (ce n'est pas l'avis du cde H....., car les deux choses qu'il doit comporter, étaient absentes: les organes et la conscience prolétarienne qui les anime, celle-ci ne pouvant surgir SPONTANEMENT, mais au travers d'un PROCESSUS de CLARIFICATION politique. Pour ce qui est des mesures de collectivisation, le cde H....., après les avoir valorisées à l'excès à notre avis, convient qu'elles correspondent à une manœuvre politique de la bourgeoisie se pliant à une nécessité de fait et qu'elles n'ont donc pas de valeur en soi: "qu'importe en effet au prolétariat que les Gouvernements de Caballero et de Companys ratifient toutes les expropriations réalisées par le prolétariat, s'ils conduisent la révolution prolétarienne à sa perte, s'ils conduisent la guerre de telle façon qu'elle doive conduire à la victoire du fascisme". C'est aussi notre avis, mais avec cette différence, que la guerre antifasciste placée INEVITABLEMENT sous le signe des intérêts capitalistes, est à l'ORIGINE de la défaite prolétarienne qui vient.

V. - L'UNION SACREE

Comme nous l'avons marqué, immédiatement après le 19 juillet, les ouvriers espagnols se sont vu barrer la route de la révolution. L'effervescence de caractère insurrectionnel est canalisée vers la lutte antifasciste. Cette conversion se traduit par une transformation dans la nature des situations. A l'agitation ouvrière est imprimée à nouveau une orientation capitaliste et cela est prouvé par l'impossibilité où se trouvent les prolétaires de créer des organisations de

³ 1936 (Note de l'éditeur.)

⁴ 1936 (Note de l'éditeur.)

masses dont pouvait surgir le parti révolutionnaire. Cela, le cde H....., le perçoit parfaitement, mais il n'en tire pas les conclusions politiques, ou plutôt il n'en conclut pas à un renversement du rapport des classes. Pour lui, la lutte antifasciste ne tourne pas le dos à la Révolution, mais elle en constitue une phase nécessaire, s'intégrant à la lutte révolutionnaire d'ensemble. Nous voyons une incompatibilité entre les deux luttes. La guerre antifasciste est le produit du maintien de la domination capitaliste d'une part, et de l'absence d'un parti révolutionnaire d'autre part. Son déclenchement constitue déjà une défaite pour le prolétariat. Sur le terrain de classes, elle a la même signification que la guerre impérialiste et elle engendre tout aussi naturellement l'Union Sacrée, que le cde H....., doit se borner à enregistrer sans l'expliquer. La guerre antifasciste en Espagne ne peut être à la fois capitaliste et prolétarienne. Elle ne pourrait changer de nature que sous la direction du prolétariat ERIGE EN CLASSE DOMINANTE, en tant que prolongement de la guerre civile, comme cela s'est passé en Russie, après octobre 1917. S'y rallier AVANT la prise du pouvoir, c'est se placer sur une position de défense nationale que Lénine dénonça lorsqu'il rejeta le bloc avec les socialistes révolutionnaires en vue de combattre Kornilov, en août 1917. En Espagne, le prolétariat devait se refuser de combattre Franco sous le drapeau capitaliste d'antifascisme et devait se concentrer sur le front de la lutte contre la bourgeoisie espagnole, de Companys, de Giral et de Franco. Le chemin de l'insurrection prolétarienne ne pouvait pas passer par celui de la guerre militaire, mais par celui de la guerre civile.

Nous avons déjà marqué précédemment qu'en Catalogne, l'Union Sacrée trouva son expression organique dans la constitution du Comité Central des Milices et le Conseil de l'Economie, alors que ceux-ci furent présentés comme les organes du pouvoir prolétarien, comme l'expression de la dictature du prolétariat (POUM). A Madrid, l'instrument de la collaboration guerrière fut le Front Populaire. Sous la direction simultanée de ces forces capitalistes, nous assisterons alors à une évolution de la guerre antifasciste, capitaliste par nature, prendra de plus en plus la forme de la guerre moderne, parallèlement à l'apparition de plus en plus élevée de la collaboration de classes.

Et ne sont-ce pas là des phénomènes que nous a déjà révélés la première guerre impérialiste ?

Au début, le verbalisme révolutionnaire garde le dessus, particulièrement en Catalogne où dominant le POUM et la CNT. Mais le mythe de la guerre antifasciste submergera rapidement toute préoccupation de classe sous l'impulsion de ces mêmes courants. A Madrid, sur la foi de Giral, les staliniens deviennent des gens d'ORDRE. A Barcelone, Companys dira de la CNT "qu'elle assume le rôle délaissé par l'armée rebelle de contrôler et de protéger la société et qu'elle est DEVENUE UN INSTRUMENT ENTRE LES MAIS DU GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE". Les "expropriations" des ouvriers sont intégrées dans le cadre d'un capitalisme d'Etat et qui reste sous le contrôle bourgeois, pour "les besoins de la guerre" avec le concours des organisations syndicales et les soi-disant "organes du pouvoir prolétarien". Parallèlement se réalisa le désarmement progressif des ouvriers à l'arrière et la militarisation de toute la vie sociale. A la fin d'août⁵, "L'Information" de Paris, pourra constater avec satisfaction qu'à Madrid et à Barcelone, "les autorités compétentes font des efforts 'diplomatiques' en vue d'obtenir le désarmement des masses ouvrières non enrôlées dans les Milices antifascistes et la militarisation de celles-ci." Le Comité Central des Milices coopérera à ces efforts. Et les échecs militaires qui se succéderont auront comme effet de stimuler et d'accélérer le désarmement social et l'armement idéologique et matériel pour la guerre.

Le massacre de Badajoz, suivi de la reddition d'Irun et de la marche sur Tolède et Madrid, déterminèrent une conversion à "gauche" avec la construction du Gouvernement de

⁵ 1936 (Note de l'éditeur.)

Caballero, salué de "progressiste" par les anarchistes et POUMistes. Son programme se résuma dans l'organisation des milices, le renforcement de la discipline civile et militaire dans le "respect" de la loi républicaine. Pour l'appuyer, la CNT proposera la formation d'un Conseil National de Défense, où elle enverrait des délégués "techniques", ainsi que la création des MILICES DE GUERRE avec une direction militaire unique sous le contrôle d'un Commissariat de la Guerre. En Catalogne, la Généralité s'annexera le fameux Comité des Milices comme service du Ministère de la Défense, par souci de se maintenir une apparence d'autorité vis-à-vis de "l'opinion internationale".

Le POUM dira que le gouvernement de "façade" de Companys ne fera que mieux couvrir ainsi le pouvoir réel des ouvriers. Voilà une façon on ne peut plus criminelle de violer la réalité historique, mais les "avant-gardistes" n'en resteront pas là. Quelques jours plus tard se réalisera ouvertement l'Union Sacrée gouvernementale, qui s'intitulera "Conseil" de la Généralité pour ménager la susceptibilité des anarchistes. CNT, POUM, UGT, staliniens, socialistes et bourgeoisie catalane uniront leurs efforts pour la cause de l'antifascisme. Les anarchistes, qui s'étaient déjà convertis au "centralisme", deviendront des "autoritaires" convaincus, parce que, justifieront-ils: "La Révolution a ses exigences. La dualité des pouvoirs ne pouvait persister... Il nous fallait occuper la place correspondante à notre force". Cela ne les empêcha pas d'être trois délégués sur douze, alors qu'ils prétendaient représenter la majorité du prolétariat catalan. Le POUM dira qu'il s'agit d'une "étape de transition" alors que précédemment il avait parlé de dictature du prolétariat sous l'égide de tous les partis "ouvriers".

Le programme gouvernemental sera dominé par les problèmes posés par la guerre. Il s'agira d'établir "l'ordre révolutionnaire" et de suivre les traces du gouvernement Caballero : discipline, commandement unique, milices obligatoires (le POUM parlera d'Armée Rouge), proclamation des droits des peuples à l'autonomie. Immédiatement le Comité des Milices, "seul pouvoir réel", disparaîtra définitivement. Les municipalités reprendront le rôle des Comités antifascistes qu'on avait assimilés aux Soviets. L'atmosphère s'épaissira et l'organisation du massacre des ouvriers se développe. A Madrid, puis à Barcelone, sont lancés des décrets de mobilisation générale transformant les milices en armée régulière. En même temps la CNT lance ses "consignes syndicales" au prolétariat catalan (non commentées par le POUM) : "Travailler, produire et vaincre. Pas de revendications de salaire, ni autres. Tout doit être subordonné à la production de guerre". En somme, tout pour le front antifasciste: trêve de luttes de classes; langage de guerre des social-patriotes de 1914-1918 repris par les "libertaires" de 1936. Le "Pacte d'unification révolutionnaire", entre tous les partis et syndicats de Catalogne (à l'exception du POUM), viendra sceller ce "contrat social" d'Union sacrée. Le premier point inclura l'engagement formel "d'exécuter les décisions et décrets du Conseil de la Généralité en mettant au service de leur application toute notre influence et notre appareil organique". Après la prise de Tolède et l'avance sur Madrid, l'Union Sacrée sera parachevée à Madrid par l'entrée des anarchistes dans le gouvernement de Caballero qui s'intitulera Conseil de défense de la République. Le capitalisme espagnol et international sera bien servi.

VI. - LA GUERRE D'ESPAGNE ET LE PROLETARIAT INTERNATIONAL

Les faits parlent brutalement aujourd'hui. Il ne s'agit plus de Révolution mais de guerre capitaliste. La lutte en Espagne oppose effectivement la bourgeoisie au prolétariat, mais dans une situation où celui-ci consent à sa propre destruction AU PROFIT DU CAPITALISME, tout comme pendant la guerre mondiale de 1914-1918, il consentait à mourir pour "l'avenir du socialisme", qu'il fallait préserver de la "barbarie pangermaniste". Personne ne nie plus à présent que l'Espagne est devenue l'arène des compétitions impérialistes. Déjà en septembre à

Genève, le Ministre socialiste (de gauche) des Affaires Etrangères d'Espagne, Del Vayo, pouvait déclarer assez justement que "sous nos propres yeux, les champs ensanglantés d'Espagne sont déjà en fait les champs de bataille de la Guerre Mondiale. Cette lutte, une fois commencée, s'est immédiatement transformée en question internationale", Evidemment, pour Del Vayo, comme pour ses confrères socialistes et staliniens, la guerre prochaine prendra l'aspect d'un conflit de deux idéologies "opposées" : Démocratie - Fascisme. Cependant, nous savons que jusqu'ici la solidarité tacite, bien que terriblement effective, des Etats démocratiques et fascistes n'a pas cessé de s'exercer contre le prolétariat espagnol AVEC L'APPUI INCONSCIENT DU PROLETARIAT INTERNATIONAL. C'est sous le couvert de la farce de la non-intervention due à l'initiative du Gouvernement de Front Populaire de Blum que cette solidarité se réalisa le plus efficacement en immobilisant les prolétaires de France, d'Angleterre, de Belgique, tout en contenant et en freinant le développement des contrastes impérialistes. Car Blum disait vrai lorsqu'il invoquait la perspective de la guerre mondiale à la suite d'une intervention plus brutale des Etats démocratiques dans les événements espagnols. Cela n'empêchait d'ailleurs pas ceux-ci de favoriser tacitement le recrutement des volontaires pour le massacre sous le signe du Front Populaire d'Espagne. De l'autre côté, les Etats fascistes pouvaient intervenir ouvertement en matériel et hommes, protégés par l'attitude de "neutralité" des démocraties, qui correspondait à la "volonté" de celles-ci de freiner l'évolution vers la guerre impérialiste généralisée : Y. Delbos, ministre français des Affaires Etrangères n'avait-il pas déclaré en Octobre qu'il fallait à tout prix éviter une crise internationale aiguë qui aurait pu évoluer, suivant son expression à une "guerre de sécession" en Europe. Mais pour le prolétariat international, le problème de classe pouvait-il se présenter sous l'angle de l'intervention ou de la non-intervention, toutes deux de nature capitaliste. A ce sujet, le rapport du cde H....., est équivoque. Il repousse l'argumentation par laquelle Blum justifia la non intervention. Cependant, lorsqu'il considère comme faux "qu'une politique de soutien à la Révolution amènera une guerre mondiale" (p. 23), qu'entend-il par "politique de soutien" ? Car la clarté s'impose en l'occurrence. Croit-il que le soutien ouvert au Front Populaire Espagnol, sous le contrôle du Capitalisme, était de nature à favoriser le développement de la Révolution prolétarienne en Espagne ? En d'autres termes, le prolétariat international, en luttant pour la "levée du blocus", pour "obliger" Blum, Eden, Staline, à adopter l'interventionnisme, aidait-il le prolétariat espagnol ? Tout d'abord, si les Etats démocratiques ne répondirent pas aux agissements d'Hitler et de Mussolini par une autre intervention ouverte, ce n'est pas dans la crainte qu'une aide matérielle massive pouvait contribuer à renforcer les positions de classe des ouvriers espagnols à élever leur conscience révolutionnaire, à entraver le processus d'Union sacrée. Une telle hypothèse reste à démontrer. D'une part, la guerre antifasciste, avec l'appui direct des Etats fascistes et l'appui indirect des Etats démocratiques, apparaissait comme l'instrument parfait d'asservissement du prolétariat espagnol aux intérêts capitalistes. ? Mais d'autre part, il est certain que dans le cas d'une puissante effervescence ouvrière devait déborder le cadre de l'Union sacrée et menacer la bourgeoisie espagnole, on assisterait à une conjonction immédiate des forces "démocratiques" d'Espagne, de France, d'Angleterre, de Belgique et de Russie, en vue de l'écrasement des ouvriers et des paysans d'Espagne.

Mais en l'absence d'une telle perspective n'avons-nous pas assisté déjà à l'appui ouvert de l'URSS au camp antifasciste, en réalisant dans une situation où, comme le constate le cde H....., "le prolétariat espagnol se trouve à nouveau rivé à la défense du système capitaliste". Il est évident que l'URSS agissait ainsi, non pas pour soutenir le prolétariat espagnol, mais pour défendre sa position particulière dans le concert de l'impérialisme mondial.

Le cde H....., considère néanmoins, que le soutien du prolétariat en hommes et en armes s'impose. Mais puisque lui-même admet que ce soutien ne se réalise pratiquement que pour des buts capitalistes, suivant l'exemple de l'URSS, comment conçoit-il que le prolétariat

espagnol puisse échapper à l'emprise bourgeoise en se plaçant sur le terrain de l'interventionnisme armé. La tentative du cde H....., d'établir une distinction en ce domaine entre l'aide prolétarienne et l'aide capitaliste est purement abstraite parce qu'elle ne tient pas compte des positions des classes en lutte. Le cde H....., s'en rend d'ailleurs bien compte lorsqu'il dit que "l'envoi d'hommes et de munitions en Espagne est le moyen le plus bruyant, mais non le plus efficace de soutenir la Révolution... et que la présence ici des ouvriers socialistes et communistes envoyés en Espagne serait mille fois plus précieuse que leur présence en Espagne" (p. 23). Mais le cde H....., doit savoir que si cette forme de soutien est revendiquée par les traîtres socialistes et staliniens (auxquels sont venus s'ajouter les anarchistes, le POUM et les trotskistes) c'est justement parce qu'elle a une fonction contre-révolutionnaire et non parce qu'elle peut contribuer au développement de la Révolution espagnole. D'ailleurs ne remarque-t-il pas lui-même que le soutien armé "n'a pris une réelle ampleur qu'avec le recul du prolétariat espagnol dans la Révolution, recul marqué par l'entrée des anarchistes et du POUM dans l'Union sacrée" ? Et sa conclusion n'est-elle pas que chaque prolétaire doit marquer avant tout sa solidarité du prolétariat espagnol en combattant sa propre bourgeoisie ? Mais peut-on combattre celle-ci et en même temps soutenir la bourgeoisie "républicaine" d'Espagne en lui envoyant des prolétaires en holocauste ? La position du cde Hennaut revient à répondre affirmativement, car s'il est vrai, qu'en pensée, il se prononce pour l'aide au prolétariat espagnol et non pour l'aide au capitalisme espagnol, en FAIT, son rattachement à la guerre antifasciste désarme idéologiquement les ouvriers d'Espagne et d'ailleurs.

En Espagne, aujourd'hui, il ne s'agit pas de Révolution, mais de guerre. Une guerre qui est sous l'emprise de la domination capitaliste est une guerre capitaliste. C'est là un axiome marxiste. Le prolétariat peut être impuissant à s'y opposer. Il ne peut l'ACCEPTER. Il ne peut oublier la leçon de 1914, qui est DEFINITIVE. A la guerre, il doit opposer sa propre Guerre civile pour l'abolition de l'Etat capitaliste, quelles que soient les répercussions militaires qui puissent en découler.

Les ouvriers et paysans d'Espagne, en se faisant massacrer sous le drapeau de l'antifascisme ne luttent pas pour le socialisme, mais pour le triomphe du capitalisme. La guerre antifasciste n'est pas dirigée contre le capitalisme, mais contre le prolétariat. Ou le prolétariat espagnol parviendra à se désintégrer des fronts militaires, à forger ses propres organes de lutte et son Parti, à instaurer sa propre domination, ou il sera écrasé, même s'il est vainqueur de Franco.

Le prolétariat international peut épauler les ouvriers espagnols uniquement par des actions de classe dirigées contre l'appareil économique et politique du capitalisme.

L'action internationale de chaque prolétariat ne peut consister qu'en une lutte de classe décisive sur le terrain national. C'est pourquoi l'aide effective à l'Espagne révolutionnaire réside uniquement dans le bouleversement mondial du rapport des classes. Z

JEHAN

Janvier 1937.